ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SENAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1946
SÉANCES DU 8 MARS AU 7 NOVEMBRE 1946

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».
ABREVIATIONS : Doc. (Documents parlementaires).
Ann. (Annales parlementaires).

A

Administrations publiques.

INVALIDES DE GUERRE, COMBATTANTS, ETC.

Projet de loi étendant aux invalides de guerre, anciens combattants, membres de la Résistance, prisonniers politiques, veuves et orphelins de guerre, déportés, réfractaires au travail et autres victimes de la guerre 1940-45, l'application de la loi du 3 août 1919 et 21 juillet 1924 qui assure aux Belges mobilisés la réintégration dans leurs fonctions et accorde des droits de priorité pour l'accession aux emplois publics.

Doc. — N° 128 Projet du gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Buisseret, p. 850 (22 octobre 1946).

Affaires étrangères.

INTERETS BELGES A L'ETRANGER.

Proposition concernant la défense des intérêts détenus par des Belges à l'étranger.

Doc. — N° 70 : Proposition de M. de Dorlodot.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 517 (4 juillet 1946).

NAVIGATION AERIENNE

Projet de loi approuvant le Protocole du 1er juin 1935 amendé l'annexe H de la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne.

Doc. — N° 59 : Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 13 juin 1946, p. 320. — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

Dépôt et lecture du rapport par M. Moreau de Melen, p. 395 (26 juin 1946).

L'article unique est adopté, p. 413.

Pas de discussion générale.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 2 abstentions, p. 413 (27 juin 1946). — Se sont abstenus MM. de Dorlodot et Petit. — Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES.

Education — Science et Culture. — Projet de loi approuvant la convention internationale et l'Acte final, signés à Londres, le 16 novembre 1945, portant création de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Doc. — N° 90 : Projet du gouvernement.

N° 118 : Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Vos, m. i. p., p. 566 (6 août 1946).

Dépôt du rapport de M. Moreau de Melen, p. 730.

Discussion générale. Discours de MM. Moreau de Melen (qui développe quelques points de son rapport), Nothomb (qui souligne la carence gouvernementale en matière intellectuelle) et Vos, m. i. p., (qui répond à

M. Nothomb), p. 755. La discussion générale est close. Les articles sont adoptés sans discussion, p. 758.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 158 membres présents, p. 813 (16 octobre 1946). — Le projet est transmis à la Ch. des Représentants.

UNIFICATION DES RESEAUX DE CHEMINS DE FER GRAND DUCAUX.

Projet de loi approuvant la Convention conclue entre la Belgique, la France et le Luxembourg réglant l'exploitation du réseau des chemins de fer luxembourgeois et le protocole additionnel signés à Luxembourg, le 17 avril 1946, ainsi que l'Avenant du 26 juin 1940.

Doc. — N° 89 : Exposé des motifs et Projet de loi.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Vos, m.i.p., p. 566 (6 août 1944).

Aide aux évacués. — V. Guerre, Evacués.

Allocations familiales. — V. Travail.

Amendes. — V. Occupation allemande de la Belgique.

Approvisionnement du pays. — V. Ravitaillement.

Armée.

JURIDICTIONS MILITAIRES

Projet de loi relatif à la compétence des juridictions militaires en matière de crimes de guerre.

Doc. — N° 114 : Projet du gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Lilar, m. j., p. 694 (8 octobre 1946).

OFFICIERS

Avancement. — Projet de loi relatif aux modifications transitoires à apporter à la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

Doc. — N° 141 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 894 (24 octobre 1946). — Le projet est renvoyé à la commission de la défense nationale.

REORGANISATION.

Proposition de loi tendant à la constitution d'une commission mixte spéciale pour la réorganisation de l'armée.

Doc. — N° 14 : Proposition de M. de Dorlodot.

Ann. — Prise en considération de la proposition de loi de M. de Dorlodot, p. 120 (7 mai 1946).

Armement National Belge. — V. Marine.

Art de guérir.

EXERCICE ILLEGAL

Projet de loi portant modification de l'article 18 de la loi du 12 mars 1818 qui règle tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir.

Doc. — N° 40 : Rapport de M. Depage.

Ann. — Rapporteur : M. Depage.
La discussion du projet est ajournée, p. 334.
Pas de discussion générale.
L'article unique est adopté, p. 478.
L'ensemble du projet est adopté par 136 voix et 1 abstention, p. 520 (4 juillet 1946). S'est abstenu : M. Ancot.
— Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Arts, Sciences et Lettres.

BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES

Projet de modification de l'article 4 de la loi du 17 octobre 1921, sur les bibliothèques publiques.

Doc. — N° 149 : Projet du gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Vos, m. i. p., p. 1017 (6 novembre 1946).

Article 443, alinéa 2 du Code pénal. — V. Droit pénal, Crimes et délits contre les personnes.

Assurances sociales.

VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 15 décembre 1937, modifiée et complétée par l'arrêté-loi du 9 juin 1946, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Doc. — N° 87 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 92 : Rapport de M. Moulin.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 581 (7 août 1946). — Renvoi à la commission du travail et de la prévoyance sociale.

Discussion générale. Discours de MM. Delmotte (qui exprime la satisfaction des travailleurs devant ce projet), Allewaert (qui demande quelques éclaircissements), Lohest (qui définit la position du P.S.C. en la matière), Moulin, rap., (qui espère que ce projet sera voté à l'unanimité), Ronse (qui attire l'attention sur quelques aspects de la loi), Glineur (qui déclare que le projet mériterait un examen plus approfondi), Jauniaux (qui exprime sa joie de pouvoir voter un tel projet), Servais (qui affirme que le projet améliore une situation pénible), Catteau (qui déclare que le groupe libéral votera le projet), et Troclet, m. t. p. s. (qui déclare que le projet entrera en vigueur le plus vite possible), p. 598. La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 136 membres présents, p. 612 (13 août 1946). Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Avancement des officiers. — V. Armée, Officiers.

Avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. — V. Finances.

B

Bail à ferme. — V. Droit civil.

Banques et entreprises financières. — V. Finances.

Bénéfices exceptionnels. — V. Impôts.

Bibliothèque Albertine. — V. Roi et famille royale, Mémorial du Roi Albert.

Bibliothèques publiques. — V. Arts, Sciences et Lettres.

Bourses d'études. — V. Enseignement, Enseignement supérieur.

Budgets.

EXERCICE 1937.

Règlement définitif.

Doc. — N° 145 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Doutrepoint, p. 1001 (6 novembre 1946).

EXERCICE 1938.

Règlement définitif.

Doc. — N° 145 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Doutrepoint, p. 1001 (6 décembre 1946).

EXERCICE 1945.

AFFAIRES ECONOMIQUES.

Doc. — N° 144 : Rapport de M. Vermeylen.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 2 juillet 1946, p. 460. — Renvoi à la commission des affaires économiques.

AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR.

Doc. — N° 31 : Rapport de M. Rolin.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 8 mai 1946, p. 132. — Renvoi à la Commission des Affaires Etrangères.

Pour la discussion voir Budgets, Exercice 1946, Affaires Etrangères.

AGRICULTURE

Doc. — N° 52 : Rapport de M. Bouilly.

Ann. — Rapporteur : M. Bouilly.

Pour la discussion, voir Budgets, Exercice 1945, Agriculture.

Clôture des opérations. — *Projet de loi reportant au 30 juin 1946 la clôture des opérations relatives à l'exercice 1945.*

Doc. — N° 10 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Dépôt et lecture du rapport par M. Doutrepoint, p. 35. Discussion générale. M. Schot demande un éclaircissement à M. le Ministre ; M. De Voghel, m. f. lui répond, p. 36. La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 36.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 155 membres présents, p. 39 (27 mars 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

COMMUNICATIONS.

Doc. — N° 79 : Rapport de M. De Block.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 5 juin 1946, p. 244. — Renvoi à la Commission des Communications.

Dépôt du rapport par M. De Block, p. 599.

Ann. — Pour la discussion, voir Budgets, Exercice 1946, Communications.

DEFENSE NATIONALE.

Doc. — N° 124 : Rapport de M. Van Remoortel.

DETTE PUBLIQUE.

Doc. — N° 72 : Rapport de M. Dierckx.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, le 13 juin 1946, p. 320. — Le budget est renvoyé à la commission des finances.

DOTATIONS.

Doc. — N° 101 : Rapport de M. Logen.

FINANCES.

Doc. — N° 30 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Pour la discussion, voir Budgets, Exercice 1946, Finances.

INTERIEUR

Doc. — N° 68 : Rapport de M. Yernaux.

Ann. — Pour la discussion, voir : Budgets, Exercice 1946, Intérieur.

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Doc. — N° 86 : Rapport de M. Bouilly.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 13 juin 1946, p. 320. — Le budget est renvoyé à la commission des finances.

PENSIONS.

Doc. — N° 47 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 60 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, le 13 juin 1946, p. 320. — Le budget est renvoyé à la commission des finances.

RAVITAILLEMENT.

Doc. — N° 26 : Rapport de M. Logen.

Ann. — Pour la discussion voir Budgets, Exercice 1946, Ravitaillement.

RECETTES ET DEPENSES EXTRAORDINAIRES.

Doc. — N° 133 : Rapport de M. Logen.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 13 juin 1946, p. 320. — Le budget est renvoyé à la Commission des finances.

RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE.

Doc. — N° 81 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 13 juin 1946, p. 320. — Le budget est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. Doutrepoint, p. 1011 (6 novembre 1946).

SANTÉ PUBLIQUE.

Doc. — N° 25 : Rapport de M. Moulin.

Ann. — Pour la discussion, voir Budgets, Exercice 1946, Santé Publique.

TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE.

Doc. — N° 29 : Rapport de M. Mertens.

Ann. — Dépôt du rapport de M. Mertens, p. 153.

Pour la discussion voir Budgets, Exercice 1946, Travail et Prévoyance Sociale.

TRAVAUX PUBLICS.

Doc. — N° 85 : Rapport de M. Van Belle.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 29 mai 1946, p. 199. — Le projet est renvoyé à la commission des travaux publics.

Pour la discussion voir, Budgets Exercice 1946, Travaux Publics.

VOIES ET MOYENS.

Doc. — N° 127 : Rapport de M. Vergeylen.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, le 13 juin 1946, p. 320. — Le budget est renvoyé à la Commission des finances.

EXERCICE 1946.

AFFAIRES ECONOMIQUES.

Doc. — N° 144 : Rapport de M. Vergeylen.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 2 juillet 1946, p. 460. — Renvoi à la commission des Affaires économiques.

AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR.

Doc. — N° 31 : Rapport de M. Rolin.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 8 mai 1946, p. 132. — Renvoi à la Commission des Affaires Etrangères.

Discussion générale : Discours de MM. Struye (qui parle de l'O.N.U., de la Hollande, de l'Allemagne, du problème espagnol), Mertens (sur les attachés sociaux, les relations industrielles et l'industrie diamantaire), Van Zeeland (sur la participation de la Belgique dans la promotion de la paix et la place de la Belgique dans l'économie internationale), Nothomb (sur la défense des intérêts belges en Allemagne), p. 337.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Orban (qui émet quelques considérations sur les relations économiques et culturelles avec les Pays-Bas et parle des bases idéologiques propres à promouvoir une paix générale), Rolin, rap., (qui précise certains points de son rapport), Coenen (sur la paix et le problème allemand), Spaak, m. a. é., (qui répond aux divers orateurs), De Bruyne (Ed.) (sur les problèmes coloniaux), Van Peteghem (sur la situation des agriculteurs à la frontière hollandaise), de Dorlodot (qui motive son vote négatif), et Spaak, m. a. é. (qui répond à MM. Van Peteghem et de Dorlodot), p. 351. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 369. Avant le vote M. Struye déclare que le vote négatif du P.S.C. ne signifie aucune opposition de principe à la politique générale du département, p. 377.

L'ensemble des projets de loi est adopté par 78 voix contre 75 et 6 abstentions, p. 377 (25 juin 1946). — Se sont abstenus MM. De Bruyne, De Clercq, comte de la Barre d'Erquelinnes, Delpport, Gabriel et Knops.

Les projets sont soumis à la sanction du Prince Régent.

AGRICULTURE.

Doc. — N° 53 : Rapport de M. Bouilly.

Ann. — Rapporteur : M. Bouilly.

Discussion générale. Discours de MM. Bouilly, rap., (qui développe certains points de son rapport), R. Desmedt (qui demande l'application de moyens susceptibles d'amener un sain équilibre budgétaire), De Block (qui critique les agissements du P.S.C.), Nihoul (qui parle des productions alimentaires et déclare que son groupe ne votera pas le budget), Sobry (sur les maladies infectieuses) et Leurquin (sur la rémunération de la main d'œuvre agricole), p. 808.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Estienne (sur l'enseignement technique agricole), Lenger (sur les laiteries et l'enseignement agricole), Van Peteghem (sur les laiteries), Boulanger (qui parle des difficultés auxquelles les cultivateurs ont à faire face), et Mullie (sur les champs d'aviation, l'électrification des campagnes et la culture du houblon), p. 825.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Mullie (qui défend la politique suivie par la droite en matière agricole), Ronvaux (qui approuve la politique suivie par le gouvernement) et Lefebvre, m. a. (qui répond aux divers orateurs), p. 834.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Lefebvre, m. a. (qui défend la politique agricole du gouvernement) Orban de Xivry (qui émet quelques suggestions), de la Barre d'Erquelinnes (sur le prix du lait), Mullie (qui développe certaines critiques) et Lefebvre, m. a. (qui répond à l'opposition), p. 850. — La discussion générale est close.

Les articles du budget de 1945 sont adoptés, p. 859. Discussion des articles pour 1946. Art. 1. : Amendement de M. de Dorlodot. Interventions de MM. de Dorlodot et Bouilly. L'avancement est rejeté, p. 859. — Discours de M. Depotte (qui parle du relèvement des rendements agricoles), p. 862. — Les différents articles sont adoptés, p. 863.

COLONIES (Dépenses Métropolitaines).

Doc. — N° 33 : Rapport de M. Van Remoortel.

Ann. — Discussion générale. Discours de MM. Godding, m. c. (qui propose un budget unique), Van Remoortel, rapp. (qui regrette la dualité des budgets des colonies), Pholien (qui demande un recrutement d'élites pour le cadre des fonctionnaires) p. 914.

Reprise de la discussion générale. Discours de MM. De Bruyne (qui rend hommage aux membres de la commission des colonies), p. 929, Van Belle (qui soulève la question du budget métropolitain), Levecq (qui s'intéresse au recrutement de la main d'œuvre), Ancot (qui parle des assurances contre les accidents de travail), p. 940.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Sobry (qui défend la cause des vétérinaires coloniaux), Motz (qui approuve le rapport de M. Yernaux), Estienne (sur le problème scientifique dans le domaine colonial), Mertens (qui exprime quelques réserves sur le rapport de M. Yernaux), Mlle Baers (sur la défense sociale des travailleurs indigènes), MM. Godding m. c., (qui répond aux divers orateurs), Van Remoortel (qui demande que l'on respecte certains sites), Pholien (sur les monopoles) et Libois (sur l'uranium), p. 962. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 983.

L'ensemble du projet est adopté par 83 voix contre 80, p. 992 (5 novembre 1946). — Le projet est transmis à la Chambre.

COMMUNICATIONS.

Doc. — N° 79 : Rapport de M. De Block.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 5 juin 1946, p. 244. — Renvoi à la Commission des Communications.

Dépôt du rapport par M. De Block, p. 599.

Discussion générale. Discours de MM. Delpport (qui signale certaines lacunes) et Jespers (qui parle de la radio), p. 648.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Harnegnies (sur la reconstruction des gares de Mons et de St. Ghislain), De Block, rap. (qui développe différents points de son rapport), Van Peteghem (qui demande l'amélioration du tunnel sous l'Escaut à Anvers), Rongvaux, m. c. (qui répond aux différents orateurs), p. 660.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Struvay (sur les revendications des travailleurs), Bouilly (sur les travaux de la gare de Mons) et Rongvaux, m. c. (qui répond à M. Struvay), p. 667. La discussion générale est close.

Discussion des articles. Art. 1er. Discours de M. Orban (sur les communications entre Anvers, St. Nicolas et Gand), Derbaix (sur les communications du sud du Hainaut) et Jespers (qui s'associe aux paroles de M. Orban), p. 670. Les articles sont adoptés, pp. 671 à 673.

L'ensemble des projets est adopté par 76 voix contre 74 et 3 abstentions, p. 686 (8 octobre 1946). — Se sont abstenus : MM. de la Barre d'Erquelinnes, Leysen et Tobback. — Les projets sont soumis à la sanction du Prince Régent.

CREDITS PROVISOIRES.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1946.

Doc. — N° 11 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Dépôt et lecture du rapport de la commission spéciale par M. Doutrepoint, p. 36.

Discussion générale. Discours de MM. Allewaert (qui attire l'attention du gouvernement sur divers points) et De Voghel, m. f. (qui répond à M. Allewaert), p. 37. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 38.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1946.

Doc. — N° 57 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 417.

L'ensemble du projet est adopté par 70 voix contre 51 et 4 abstentions, p. 418 (27 juin 1946). — Se sont abstenus MM. Gabriel, Knops, Lilar et Van Gerven. — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1946.

Doc. — N° 88 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 581 (7 août 1946) — Renvoi à la commission des finances.

Dépôt et lecture du rapport par M. Doutrepoint, p. 591.

Discussion générale. Discours de MM. Harmegnies (qui parle de l'attribution de bons de rééquipement ménager aux instituteurs), Vos m. i. p., (qui répond à M. Harmegnies), Schot (qui déclare que la situation des finances est inconstitutionnelle), Merlot, m. b. (qui répond à M. Schot) et Orban (sur le paiement de membres de l'enseignement moyen), p. 592. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion.

L'ensemble du projet est adopté par 79 voix contre 77 et 3 abstentions, p. 594 (7 août 1946) — Se sont abstenus : MM. Vermeylen, de Dorlodot et Donvil. — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1946.

Doc. — N° 135 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Transmis par la Chambre, p. 934 (30 octobre 1946). Dépôt du rapport par M. Doutrepoint, p. 934.

Discussion générale. Discours de MM. Dierckx (qui émet quelques critiques), Harmegnies (qui fait quelques remarques au sujet de la discussion), Doutrepoint, rap., (qui s'étonne de l'intervention de M. Dierckx), Merlot, m. b., (qui répond aux différents orateurs), de la Vallée Poussin (qui demande si le ministre couvre son administration), Struye (qui défend la droite contre les critiques émises par le ministre), p. 935.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 938.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 77, p. 940 (30 octobre 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

DEFENSE NATIONALE.

Doc. — N° 5-XVI : Projet du Gouvernement.

N° 124 : Rapport de M. Van Remoortel.

Ann. — Discussion générale. — Discours de MM. de Fraiteur, m. d. n. (qui fait un tableau de l'effort militaire de la Belgique), Piérard (qui critique les cadres), Hanquet (qui demande le maintien d'un hôpital militaire à Liège), Machtens (qui fait quelques remarques), de Dorlodot (qui regrette les lourdes obligations militaires de la Belgique), p. 986.

Reprise de la discussion. — Discours de MM. Cossée de Maulde (qui parle de divers problèmes militaires), Nothomb (sur l'occupation de l'Allemagne), Goossens (sur l'équité en matière de chevrons de front), Moreau de Melen (sur les prisonniers de guerre), Motz (sur la situation de trois officiers), Baert (qui parle du rôle de l'armée, de la connaissance du flamand par les officiers et des exceptions), Broeckx (sur la question de moralité), Desmedt (sur la loi de milice), et Van Remoortel, rap. (qui critique certaines conceptions de M. de Dorlodot), p. 1010.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Harmegnies (sur les exemptions), de Fraiteur, m.d.n., (qui répond aux divers orateurs), p. 1017. — La discussion générale est close.

Discussion des art. Art 1 : Discours de M. de Dorlodot (sur l'armée d'occupation) et réponse de M. de Fraiteur, p. 1031. — Art. 2 et amendement de M. de Dorlodot : Discours de MM. Corrée de Maulde (qui explique pourquoi le groupe P.S.C. n'appuie pas l'amendement de M. de Dorlodot), de Dorlodot (qui justifie son amendement), Goossens (qui présente les revendications d'anciens combattants) et de Fraiteur m.d.n. (qui répond à M. Goossens), p. 1033. — Les articles sont adoptés.

L'ensemble du projet est adopté par 83 voix contre 79, p. 1036 (7 novembre 1946). — Le projet est transmis à la Chambre.

DETTE PUBLIQUE

Doc. — N° 72 : Rapport de M. Dierckx.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, le 13 juin 1946, p. 320. — Le budget est renvoyé à la commission des finances.

DOMMAGES DE GUERRE

Doc. — N° 5-XX : Projet du Gouvernement et tableaux.

N° 78 : Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 99 : Rapport de M. Maquet.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Maquet, p. 816 (16 octobre 1946).

DOTATIONS.

Doc. — N° 94 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 101 : Rapport de M. Logen.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 596 (13 août 1946). — Renvoi à la commission des finances.

FINANCES

Doc. — N° 5-XVIII : Projet du gouvernement et tableaux. N° 30 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Discussion générale. Discours de MM. Doutrepoint, rap., (qui reprend quelques points importants de son rapport), Ronse (qui insiste sur le rôle administratif du Premier Ministre), Verbaet (qui parle de quelques affaires spéciales), p. 338.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Harmegnies (qui parle des employés stagiaires de l'enregistrement et de la politique de bâtiments), P. De Smet (qui examine les méthodes selon lesquelles l'Etat poursuit son activité financière), Bouilly (sur l'autonomie de l'administration cadastrale, les conditions de travail des fonctionnaires des contributions), de la Vallée Poussin (sur le statut des agents de l'Etat et les barèmes de traitement), Taillard (sur la présentation des budgets et les séquestres), Kronacker, m. i., (qui répond à divers orateurs), Hanquet (qui critique le budget), Schot (sur l'administration des finances de l'Etat) et De Voghel, m. f. (qui répond aux critiques), p. 408. — La discussion est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 433.

L'ensemble des projets de loi est adopté par 77 voix contre 76 et 3 abstentions, p. 464 (2 juillet 1946). — Se sont abstenus MM. Catteau, de la Barre d'Erquelinnes et Leurquin. — Les projets sont transmis à la Chambre des Représentants.

GENDARMERIE.

Doc. — N° 5 - XVII : Projet du Gouvernement et tableaux. N° 100 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Discussion générale. Discours de MM. Lohest (qui rend hommage à la gendarmerie), Fonteyne (qui critique la gendarmerie) et De Grootte (sur l'avancement des gradés à la gendarmerie), p. 1034.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Doc. — N° 5-IX : Projet du Gouvernement. N° 67 : Rapport de M. Matagne.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Matagne, p. 572 (7 août 1946).

Discussion générale. Discours de MM. Leysen (sur la situation du personnel enseignant) et Mondelaers (sur la pénurie de locaux scolaires), p. 673.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Missiaen (sur l'enseignement primaire), Jaspers (qui expose la position prise par le P.S.C.), Bouweraerts (sur l'enseignement technique), Libois (qui commente le rapport de M. Matagne), Leurquin (sur la situation de l'athénée de Wavre), Hanquet (au sujet de l'Université de Liège), p. 682.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Renard (sur l'enseignement technique et professionnel), Lohest (sur les subventions aux théâtres royaux et la situation des professeurs de l'enseignement primaire), Catteau (qui critique la présentation du budget, parle du personnel de l'enseignement primaire et de la surpopulation des classes), p. 703. Observation de M. Machtens, p. 711. teurs et les théâtres lyriques), Delbonille (sur l'éducation et les théâtres lyriques). Delloville (sur l'éducation, les humanités et la position intellectuelle de la Wallonie), Mazereel (qui parle des traitements des professeurs, de la lutte scolaire, et de l'inspection de l'enseignement moyen) et Boulanger (sur les cercles dramatiques d'amateurs), p. 711.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Baur (qui formule certaines critiques), Orban de Xivry (sur l'enseignement dans le Luxembourg), de Dorlodot (qui demande le paiement intégral et direct des professeurs de l'enseignement technique) et Libois (qui expose son point de vue sur la liberté de l'enseignement), p. 721. — Discours de MM. Matagne, rapp. (qui exalte le rôle des éducateurs) et Vos, m.i.p. (qui répond aux différents orateurs), p. 730.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Vos, m.i.p. (qui expose la politique suivie par son département), Hanquet (qui demande quelle est la part de l'intervention de l'Etat dans la reconstruction et l'édification des écoles des pouvoirs publics), Baur (qui soulève la question d'éducation gymnasiale), Bouweraerts (qui demande l'égalité des subsides), Glineur (qui demande des précisions au sujet de la fermeture de certaines écoles communales et de l'octroi des subsides), p. 767.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations.

L'ensemble des budgets est adopté par 93 voix contre 67, p. 812 (16 octobre 1946). — Les projets sont transmis à la Chambre des Représentants.

INTERIEUR.

Doc. — N° 5-VII : Projet du gouvernement et tableaux.
N° 68 : Rapport de M. Yernaux.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Yernaux, p. 520 (4 juillet 1946).

Discussion générale. Discours de MM. Harmegnies (sur la situation financière des communes), Nothomb (sur les réformes à apporter à la structure de l'Etat), Tack (qui examine le problème communal), Ohn (sur l'autonomie communale), Derbaix (sur la question financière des communes et sur l'épuration administrative), De Man (sur l'autonomie communale et la situation financière des communes), Lagae (qui parle des intérêts provinciaux en matière d'impôts), et Van Stenberge (sur l'épuration), p. 618.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Minnaert (sur les charges pesant sur les communes industrielles, la crise du logement et les manifestations royalistes), Yernaux rap., (qui développe certains points de son rapport), Buisseret, m.i., (qui précise son intervention de la veille), Derbaix (sur l'épuration administrative), Van Steenberge (sur un cas d'épuration civique), p. 635. La discussion générale est close.

Discussion des articles. Budget de 1945. Article 1. Discours de M. Van Peteghem (qui demande que l'on transmette immédiatement aux communes le produit des centimes additionnels). Les articles des budgets de 1945 et 1946 sont adoptés, p. 647.

L'ensemble des projets est adopté par 70 voix contre 58 et 11 abstentions, p. 664 (3 octobre 1946). — Se sont abstenus MM. Matagne, Orban de Xivry, Pholien, Struye, Tobbach, Ancot, De Clercq, de Dorlodot, de la Barre d'Erquelines, Leysen et Meurice. — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

JUSTICE.

Doc. — N° 5-V : Projet du gouvernement et tableaux.

N° 46 : Rapport de M. Fonteyne.

Ann. — Discussion générale. Discours de MM. Van Roosbroeck (sur le nombre des surveillants de prison et la situation des greffiers des tribunaux), Lohest (qui demande de meilleurs traitements pour les magistrats), Ronse (qui déclare que la répression est trop dure pour les petits coupables), Van Loenhout (sur la colonie d'aliénés de l'Etat à Geel), Kluyskens (sur l'organisation judiciaire), Orban de Xivry (sur les orphelinats et sur l'organisation des justices de paix), Fonteyne, rap., (qui précise l'esprit dans lequel il a composé son rapport), d'Aspremont-Lynden (qui attaque la politique suivie par le parti communiste) et Mlle Baers (qui parle du statut des assistantes sociales), p. 461.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Hanquet (qui parle du personnel judiciaire, du certificat de civisme et des critiques de M. Fonteyne à l'égard des ministres du culte), p. 514. — Observations de MM. Harmegnies et Renaud, p. 515. — Discours de MM. Orban (qui donne lecture de la lettre d'un prisonnier), Sobry (sur le palais de justice de Furnes), De Clercq (sur

les traitements, le roulage, et les assurances), Lilar (sur l'arrière, les barèmes de traitement, la compétence des juges de paix), Van Glabbeke, m.j. (qui répond aux différents orateurs), Van Remoortel (sur la modernisation des moyens de preuve), Fonteyne, rap., (qui donne quelques renseignements fournis par le ministre et parle des journaux lus par les détenus), Van Glabbeke, m.j. (qui déclare ne pas partager plusieurs opinions de M. Fonteyne), p. 517. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 534.

L'ensemble du budget est adopté par 79 voix contre 77 et 3 abstentions, p. 594 (7 août 1946). — Se sont abstenus : MM. Vermeylen, de Dorlodot et Donvil. — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS

Doc. — N° 86 : Rapport de M. Bouilly.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 13 juin 1946, p. 320. — Le budget est renvoyé à la commission des finances.

PENSIONS

Doc. — N° 60 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, le 13 juin 1946, p. 320. — Le budget est renvoyé à la commission des finances.

RAVITAILLEMENT

Doc. — N° 26 : Rapport de M. Logen.

Ann. — Discussion générale. Discours de MM. Leysen (au sujet des subsides, des légumes et des agriculteurs), Sobry (qui exprime quelques suggestions), Logen (qui développe certains points de son rapport), R. Desmedt (qui parle du contrôle de la production), Mullie (qui critique la politique suivie par le département) et Vergeylen (qui insiste sur la nécessité du contrôle), p. 226 à 241.

Reprise de la discussion. Discours de MM. d'Aspremont Lynden (qui émet des critiques sur la mise sous sequestre d'usines, l'importation de vin portugais, les réquisitions de viande, le marché du beurre et l'organisation du département), De Block (qui reconnaît la nécessité du département et pose quelques questions au ministre), Ohn (qui parle des rapports entre le ministère et les services locaux), Boulanger (qui exprime quelques réserves quant au rapport de M. Logen), Lalmand, m. r., (qui parle de la question du froment), Logen, rap., (qui développe certains points de son rapport), Broeckx (au sujet des intermédiaires dans la vente des œufs), Neels (qui demande qu'on accorde un prix rémunérateur aux producteurs), Renard (qui insiste pour que la coordination entre les ministères du ravitaillement, de la santé publique et de l'agriculture soit plus effective et pour que l'on favorise la création d'abattoirs publics), De Boodt (sur les pertes subies par les producteurs, sur les laiteries et sur la fourniture de viande), L. Bernard (qui parle de la distribution du beurre), Petit (qui estime que les agriculteurs n'obtiennent pas un bénéfice suffisant de leur travail), Orban de Xivry (qui énonce de nombreuses critiques contre le département), Van Peteghem (qui regrette l'insuffisance du sucre délivré aux apiculteurs) et Duray (qui exige une répartition équitable des vivres entre tous les Belges), p. 244 à 258.

Discours de MM. Lalmand, m. r., (qui répond aux divers orateurs), Hanquet (au sujet de la C.N.A.A. et des comités de ravitaillement), Leurquin (sur la livraison du bétail), Derbaix (sur une déclaration du Ministre concernant les approvisionnements de froment), d'Aspremont Lynden (qui réitère certaines de ses critiques) et Lalmand, m. r., (répondant à M. Hanquet), p. 260 à 269. — Observations de MM. d'Aspremont Lynden et Derbaix, p. 269. — Discours de M. Orban de Xivry (qui demande la réponse à une question posée par Mlle Baers au sujet de la vente d'oranges et de citrons au marché noir) et réponse de M. Lalmand, m. r., p. 270. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 270.

Les projets de loi sont adoptés par 81 voix contre 74 et 2 abstentions (12 juin 1946), p. 277. — Se sont abstenus : MM. d'Aspremont Lynden et Guinotte, p. 277. — Les projets sont soumis à la sanction du Prince Régent.

RECETTES ET DEPENSES EXTRAORDINAIRES

Doc. — N° 111 : Projet du gouvernement et tableaux.
N° 133 : Rapport de M. Logen.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 730 (10 octobre 1946). — Le projet est renvoyé à la commission du budget extraordinaire.

RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE

Doc. — N° 81 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Transmis par la Chambre, p. 983 (31 octobre 1946).
Renvoi à la commission des finances.
Dépôt du rapport par M. Doutrepont, p. 1011 (6 novembre 1946).

SANTE PUBLIQUE

Doc. — N° 25 : Rapport de M. Moulin.

Ann. — Discussion générale. Discours de Mlle Baers (qui expose les travaux de la commission de la Santé publique et la position du P.S.C.), de MM. Renard (qui parle de l'inspection médicale scolaire, des cliniques scolaires, de l'orientation professionnelle et des abattoirs), Mondelaers (au sujet de l'expertise des viandes), de Mme Ciselet (qui critique l'O.N.E., le manque d'établissements de repos, réclame l'aide pour les jeunes ménages et la modification du statut de la femme mariée, et parle des écoles de service social), de MM. Ronse (sur les allocations familiales), Depage (qui parle de la sécurité sociale, des hôpitaux et de l'assistance publique), Vanhonsbroeck (qui critique l'octroi de certains subsides), et Allewaert (qui insiste sur la nécessité d'une politique encourageant la natalité), p. 271 à 289.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Glineur (qui développe son interpellation sur « 1° la nécessité d'une augmentation de 20 p. c. du taux des allocations des bénéficiaires du secours civil au même titre que les pensionnés pour vieillesse ; 2° sur la révision de certains articles de l'arrêté-loi du 24 janvier 1946 fixant les conditions pour être inscrit comme bénéficiaire du secours civil »), Sobry (sur l'hygiène de la viande et du lait), Jauniaux (sur le cumul médico-pharmaceutique), Moulin (qui présente quelques rectifications à son rapport), Pholien (sur l'inspection médicale scolaire et l'ordre des médecins), Mme Spaak (qui parle des enfants naturels, des immondices, des orphelins et de l'O.N.E.), M. Marteaux, m. s. p. (qui répond à différentes questions), Lagae (sur les subsides aux sociétés sportives et les plaines de jeu), Neels (sur le secours civil), Rolin (sur la question des infirmières), Jauniaux (sur le problème de la famille) et Marteaux, m. s. p., répondant à MM. Pholien et Rolin, pp. 291 à 312. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 312.
Les projets de loi sont adoptés par 81 voix contre 80 et 2 abstentions, p. 325 (18 juin 1946). — Se sont abstenus : Mme Ciselet et M. Delpont. — Les projets sont soumis à la sanction du Prince Régent.

TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE

Doc. — N° 29 : Rapport de M. Mertens.

Ann. — Dépôt du rapport de M. Mertens, p. 153.

Discussion générale. — Discours de MM. Meurice (qui discute généralement), de MM. Meurice (qui parle de la sécurité sociale et de l'assurance maladie), Moulin (qui appuie les considérations de M. Jauniaux, parle des allocations familiales, des pensions de vieillesse, des mutualités de retraite et du Fonds des estropiés et mutilés), p. 167 à 177.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Van Laerhoven (qui parle de la situation des ouvriers mineurs), De Man (qui expose les vues du P.S.C. sur différents points), Melle Baers (qui s'étend sur les questions concernant le domaine familial), MM. Glineur (au sujet de la sécurité sociale), Servais (sur l'activité professionnelle), Gabriel (sur le fonds des estropiés et mutilés), Neels (au sujet de l'assurance sociale aux pêcheurs, des assurés des petites villes et de l'ignorance du flamand par les médecins attachés au Fonds de l'Etat), Van Roosbroeck (sur diverses questions), Hans (sur l'inspection du travail dans la construction du bâtiment), Coeckelbergh (sur les mutualités), Lapaille (au sujet des invalides, et des ouvriers du Luxembourg), Baltus (sur les rapports entre la mutualité et le corps médical), Lohest (qui demande plus de clarté dans la législation sociale), pp. 180 à 197.

Discours de M. Troclet, m.t.p.s., (qui expose l'œuvre accomplie par son département et répond à quelques critiques), p. 200 à 213. La discussion générale est close.

Discussion des articles. Les articles du budget de 1945 sont adoptés. Discours de Melle Baers (qui demande la révision de certaines dispositions de deux arrêtés relatifs à la pension), p. 214. Les articles du budget de 1946 sont adoptés, p. 214.

Les projets de loi sont adoptés par 79 voix contre 74 et 3 abstentions, p. 229 (5 juin 1946). — Se sont abstenus : MM. Guinotte, Pholien et de la Barre d'Erquelinnes, p. 229. — Les projets sont transmis à la Chambre des Représentants.

TRAVAUX PUBLICS

Doc. — N° 34 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 85 : Rapport de M. Van Belle.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 29 mai 1946, p. 199. — Le projet est renvoyé à la commission des travaux publics.

Discussion générale. Discours de MM. Van Buggenhout (qui critique la politique suivie par le gouvernement), Goossens (sur les inondations en Flandre Orientale), Hanquet (qui déplore la lenteur des réparations), Misiaen (sur l'application de la loi Vanderpoorten), P. De Smet (sur la situation des fonctionnaires) et Cossée de Maulde (sur la cathédrale de Tournai), p. 866.

Reprise de la discussion. Discours de MM. Lapaille (qui parle des travaux à entreprendre dans la province de Liège et de l'industrie de la pierre), Ronse (sur le port de Gand et la nécessité d'un accord avec la Hollande pour l'élargissement de l'écluse de Terneuzen), Spreutel (sur les services de l'urbanisation), Derbaix (sur les réparations aux organismes privées), Bernard, L. (sur certains travaux de voirie communale), Mme Degeer-Adère (sur l'amélioration économique et sociale du pays), MM. Van Belle, rapp. (sur l'auto-strade Bruxelles-Ostende, et l'égalité absolue des travaux à entamer dans les provinces wallonnes et flamandes), Nihoul (sur l'état déplorable de la voirie communale), Van Peteghem (au sujet des fortifications de la région de Termonde), p. 883.

Reprise de la discussion générale. Discours de MM. Orban de Xivry (sur les plantations le long des routes), Verbaet (sur la reconstruction des églises et des écoles), Bouilly (au sujet des travaux du canal à grande section Nimy-Antoing), Borremans, m. t. p., (qui répond aux différents orateurs), Sobry (qui parle des monitions en Flandre Occidentale), De Smet, P. (aux sujet des certaines paroles qu'on lui impute), Van Buggenhout (qui répond au rapporteur), Hanquet (qui critique l'établissement des priorités en matière de reconstruction), p. 896. La discussion générale est close.

Les articles des budgets sont adoptés sans discussion, p. 910.

Les projets sont adoptés par 83 voix contre 79, p. 917 (29 octobre 1946).

Les projets sont soumis à la sanction du Prince Régent.

VICTIMES DE LA GUERRE.

Doc. — N° 5-XIX : Projet du gouvernement.

N° 91 : Amendements présentés par le gouvernement.

VOIES ET MOYENS.

Doc. — N° 127 : Rapport de M. Vermeylen.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, le 13 juin 1946, p. 320. — Le budget est renvoyé à la commission des finances.

Bulletins de vote. — V. Loi électorale.

C

Carton de Wiart, membre de la Chambre des Représentants.

Ann. — Jubilé Parlementaire de M. Henry Carton de Wiart. Discours de MM. Van Cauwelaert, Président de la Chambre des Représentants ; Gillon, Président du Sénat, Van Acker, p. m., p. 545. — Réponse de M. Henry Carton de Wiart, p. 551.

Case de tête. — V. Loi Electorale, Bulletins de vote.

Catastrophes et Accidents.

CATASTROPHE AERIENNE DE GANDER.

Ann. — Discours de M. le Président et de M. Rongvaux, m. c., p. 615.

CATASTROPHE MINIERE DE DAMPREMY.

Ann. — M. le Président rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Dampremy, p. 132.

Céramique. — V. Instruction Publique, Institut Supérieur des Industries et Métiers de la Céramique.

Certificat de civisme. — V. Epuration civique.

Chambres législatives-Sénat.

BUREAU DEFINITIF.

Ann. — Formation : Président du Sénat : MM. Dierckx et Struye proposent la réélection de M. Gillon, p. 23. — M. Mertens propose la candidature de M. Matagne, p. 23. — Il est procédé au scrutin et M. Gillon est proclamé Président du Sénat, p. 23.

Premier Vice-Président : M. Mertens présente la candidature de M. Matagne. M. Matagne est élu à l'unanimité premier Vice-Président, p. 23.

Deuxième Vice-Président : M. Struye présente la candidature de M. Pholien, p. 23. M. Glineur demande qu'un Vice-Président communiste soit désigné, p. 24. — M. Pholien est élu à l'unanimité deuxième Vice-Président, p. 24.

Troisième Vice-Présidence : M. Struye propose la candidature de M. Mullie et répond à M. Glineur, p. 24. — Il est procédé au scrutin et M. Mullie est élu troisième vice-président, p. 24.

Secrétaires du Sénat : Mlle Baers, MM. Hanquet, Orban,

Van Roosbroeck, Bouilly et Taillard sont élus secrétaires à l'unanimité, p. 24.

COMMISSIONS PERMANENTES.

- Ann.* — M. le Président annonce la nomination des commissions permanentes, p. 100.
M. le Président donne lecture de la composition d'une commission mixte chargée de l'étude du problème militaire, p. 730.

DECES.

- Ann.* — M. le Président annonce le décès de M. L. Beauduin, ancien questeur, p. 41.
Notification du décès de M. Picard, ancien sénateur provincial d'Anvers, p. 165.
M. le Président annonce au Sénat le décès de M. Blavier, sénateur de l'arrondissement d'Hasselt-Tongres-Maeseyck et prononce l'éloge funèbre, p. 615. — M. Vos, m. i., s'associe aux paroles de M. le Président, p. 615.

DEMISSIONS.

- Ann.* — M. Frans Tielemans, informe le Sénat de sa démission de membre du collège des commissaires de la Société nationale des Chemins de fer, p. 26.
M. le Président annonce la démission de M. Kinet, sénateur provincial de Liège, p. 599 (13 août 1946).

INCIDENTS

- Ann.* — Déclaration du gouvernement de M. Van Acker. Discussion. Fait personnel de M. Dierckx qui proteste contre une allusion à son égard dans le discours de M. Rolin, p. 75.
Fait personnel de M. Ronse, qui proteste parce que M. Moulin a déclaré qu'il agissait comme un rexiste, p. 572.
Fait personnel de M. Dierckx, qui précise une date contestée par M. Struye, p. 579.
Fait personnel de Melle Baers qui proteste contre les paroles de M. De Man disant qu'elle s'est inspirée des travaux de la commission du travail et de la prévoyance sociale pour sa proposition de loi sur le contrat de louage des travailleurs domestiques, p. 688. — Observations de M. De Man, p. 688. — L'incident est clos.
Budgets de l'Agriculture pour 1946 et 1947. M. Schot demande le rappel à l'ordre de M. Struyv pour avoir dit que M. Orban de Xivry laissait pourrir ses bois afin de toucher des dommages de guerre. Intervention de M. le Président. L'incident est clos, p. 856.
Fait personnel de M. Baur (qui proteste contre certaines paroles de M. Van Belle à son égard), p. 892.
Fait personnel de M. Pholien, qui tient à préciser une de ses interventions, p. 940.
Fait personnel de M. Baur qui proteste contre une phrase de M. Buisseret, m. i. M. Buisseret, m. i. répond que sa phrase ne visait nullement M. Baur. L'incident est clos, p. 955.
M. Lilar, m. j., rectifie une déclaration de M. Orban sur la « révocation » d'un membre de la fabrique d'église de Kieldrecht, p. 1007.

LISTES

- Doc.* — N° 1 : Liste alphabétique des membres du Sénat.
N° 2 : Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.
N° 3 : Liste des projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi.
N° 4 : Liste des commissions permanentes.

OUVERTURE DE LA SESSION.

- Ann.* — M. le Président doyen d'âge Van Overbergh déclare ouverte la session extraordinaire, p. 3.

PETITIONS

- Doc.* — N° 32 : Feuilleton n° 1.

QUESTEURS DU SENAT.

- Ann.* — MM. J. De Clercq, le comte de la Barre d'Erquennes, Van Belle, Doutrepoint et Boulanger sont élus questeurs à l'unanimité, p. 24.

SENATEURS COOPTES

- Ann.* — M. Doutrepoint fait rapport sur l'élection des sénateurs cooptés et conclut à l'admission des candidats, p. 21. — Les conclusions du rapport sont adoptées et les sénateurs cooptés prêtent serment, p. 22.

VALIDATION DES POUVOIRS.

- Ann.* — Composition des commissions de vérification des pouvoirs, p. 3.
M. le Ministre de l'Intérieur transmet 17 réclamations concernant certaines opérations des élections législatives, le 6 mars 1946, p. 3. — Renvoi à la commission de vérification des pouvoirs.

Elections des arrondissements : d'Anvers ; de Malines-Turnhout :

- Ann.* — M. Doutrepoint fait rapport sur ces élections et conclut à l'admission des candidats, p. 6. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 6.

Elections des arrondissements : de Bruxelles ; de Louvain ; de Nivelles :

- Ann.* — M. Ronse fait rapport sur ces élections et conclut à l'admission des candidats sauf en ce qui concerne M. Gogneaux, qui ne remplit pas les conditions d'éligibilité et de M. Wauters auquel la Commission propose d'accorder un délai de huit jours pour justifier de son éligibilité, p. 7. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 8.

Elections des arrondissements : Bruges ; Courtrai-Ypres ; Roulers-Thielt ; Furnes-Dixmude-Ostende.

- Ann.* — M. Van Eyndonck fait rapport sur ces élections et conclut à l'admission des candidats, sauf en ce qui concerne MM. Colpaert, Vervenne, Slambrouck, Vermandele, De Myttenaere, auxquels la Commission propose d'accorder un délai de huit jours pour justifier de leur éligibilité, p. 8. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 9.

Elections des arrondissements de : Gand-Eecloo, Aude-naerde-Alost ; Termonde-St. Nicolas :

- Ann.* — M. Mullie fait rapport sur ces élections et conclut à l'admission des candidats sauf en ce qui concerne Mme Van Strijdonck, MM. Schoonjans, Heyerick, Van Steenberge, Liets et De Witte auxquels la Commission propose d'accorder un délai de huit jours pour fournir la preuve de leur éligibilité, p. 10. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 11.

Elections des arrondissements de : Mons-Soignies ; Charleroi-Thuin ; Tournai-Ath :

- Ann.* — M. Huart fait rapport sur ces élections et conclut à l'admission des candidats sauf M. Mayence (s'étant désisté) et MM. Desier, David, Jonet, Barbé, Cheval, De Meester, Stiernon, Desmet, Pierson, auxquels la Commission propose d'accorder un délai de huit jours pour fournir la preuve de leur éligibilité, p. 11. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 12.

Elections des arrondissement de Liège ; Huy-Waremme ; Verviers :

- Ann.* — M. de la Vallée Poussin fait rapport sur ces élections et conclut à l'admission des candidats, sauf MM. Lefèvre et Pirnay auxquels la Commission propose d'accorder un délai de huit jours pour fournir la preuve de leur éligibilité, p. 13. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 14.

Elections des arrondissements de : Hasselt-Tongres-Maeseyck.

- Ann.* — M. De Boodt fait rapport sur ces élections et conclut à l'admission des candidats sauf MM. Delheusy et Geyskens auxquels la Commission propose d'accorder un délai de huit jours pour fournir la preuve de leur éligibilité, p. 15. — Les conclusions sont adoptées, p. 15.

Elections des arrondissements de Arlon-Marche-Bastogne ; Neufchâteau-Virton.

- Ann.* — M. Michot, fait rapport sur ces élections et conclut à l'admission des candidats sauf M. Gigi, qui ne remplit pas les conditions d'éligibilité, p. 15. — M. le baron Nothomb déclare que son parti ne conteste pas l'élection de M. Lenger par « fair play », p. 18. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 18.

Elections des arrondissements de Namur ; Dinant-Philippeville.

- Ann.* — M. Machtens fait rapport sur ces élections et conclut à l'admission des candidats sauf MM. Jaumain, Deville, Eloy, Roland, Chot, Leclercq auxquels la Commission propose d'accorder un délai de huit jours pour fournir la preuve de leur éligibilité, p. 19.

Sénateurs élus par le conseil provincial d'Anvers.

- Ann.* — M. Doutrepoint fait rapport sur cette élection et conclut à l'admission des candidats p. 6. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 6.

Sénateurs élus par le conseil provincial du Brabant.

- Ann.* — M. Ronse fait rapport sur cette élection et conclut à l'administration des candidats, p. 8. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 8.

Sénateurs élus par le conseil provincial de la Flandre occidentale.

- Ann.* — M. Van Eyndonck fait rapport sur cette élection et conclut à l'admission des candidats, p. 10. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 10.

Sénateurs élus par le conseil provincial de la Flandre orientale.

- Ann.* — M. Mullie fait rapport sur cette élection et conclut à l'admission des candidats, p. 11. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 11.

Sénateurs élus par le conseil provincial du Hainaut.

Ann. — M. Huart fait rapport sur cette élection et conclut à l'admission des candidats, p. 13. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 11.

Sénateurs élus par le conseil provincial de Liège.

Ann. — M. de la Vallée Poussin fait rapport sur cette élection et conclut à l'admission des candidats, p. 14. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 14.

Sénateurs élus par le conseil provincial du Limbourg.

Ann. — M. De Boodt fait rapport sur cette élection et conclut à l'admission des candidats, p. 15. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 15.

Sénateurs élus par le conseil provincial du Luxembourg.

Ann. — M. De Boodt fait rapport sur cette élection et conclut à l'admission des candidats, p. 15. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 15.

Sénateurs élus par le conseil provincial du Luxembourg.

Ann. — M. Michot fait rapport sur cette élection et conclut à l'admission des candidats, p. 18. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 18.

Sénateurs élus par le conseil provincial de Namur.

Ann. — M. Machtens fait rapport sur cette élection et conclut à l'admission des candidats, p. 19. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 19.

Vérification des pouvoirs. — Vérification complémentaire des pouvoirs de certains sénateurs qui n'avaient pas fourni la preuve de leur éligibilité.

Doc. — N° 12 : Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — M. Doutrepoint dépose le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (9 avril 1946), p. 4. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 122.

Vérification des pouvoirs de M. Ramaekers, sénateur suppléant de Hasselt-Tongres, Maeseyk, appelé à faire partie du Sénat en remplacement de M. Blavier, décédé. Dépôt et lecture du rapport par M. Mullie qui conclut à la validation des pouvoirs. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Ramaekers prête serment, p. 616.

Vérification des pouvoirs de M. Marion, élu sénateur par le conseil provincial de Liège, en remplacement de M. Kinet, démissionnaire. Dépôt et lecture du rapport par M. Mullie qui conclut à la validation des pouvoirs. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Marion prête serment, p. 616.

Chemins de fer Grands ducaux. — V. Affaires étrangères, Unification des réseaux de chemins de fer grand-ducaux.

Code Electoral. — V. Loi Electorale.

Colonies.**BUDGETS COLONIAUX.**

Projet de loi contenant le budget des Recettes et dépenses extraordinaires du Congo belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1945

Doc. — N° 108 : Projet du gouvernement.

Projet de loi rattachant des recettes supplémentaires, réduisant certains crédits ouverts et ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire du Congo belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1945.

Doc. — N° 109 : Projet du gouvernement.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 mars 1940 ordonnant des virements de crédits au Budget des dépenses ordinaires du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1939.

Doc. — N° 110 : Projet du gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Godding, m.c., p. 617 (1er octobre 1946).

Projet de loi contenant les budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour 1942-1943 et 1944.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Godding, m.c., p. 617, (1er octobre 1946).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour 1946 (recettes et crédits supplémentaires).

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Godding, m.c., p. 617 (1er octobre 1946).

Projet de loi contenant le budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour 1945.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Godding, m.c., p. 617 (1er octobre 1946).

Projet de loi contenant le budget des Recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946.

Doc. — N° 120 : Projet du gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Godding, m.c., p. 760 (150 octobre 1946).

Projet de loi contenant les budgets de recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1942, 1943 et 1944.

Doc. — N° 107 : Projet du gouvernement.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946.

Doc. — N° 119 : Projet du Gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Godding, m.c., p. 760 (15 octobre 1946).

DECRETS. — PROJETS DE DECRETS DEPOSES SUR LE BUREAU PENDANT TRENTE JOURS DE SESSION, CONFORMEMENT A L'ARTICLE 15 DE LA LOI SUR LE GOUVERNEMENT DU CONGO BELGE.

Projet de décret octroyant un permis d'exploitation à la Société minière du Lualaba (Miluba) pour le polygone dénommé « Luguguma Sud ».

Projet de décret octroyant un permis l'exploitation à la Compagnie minière de l'Uraga (Minerga), pour le polygone dénommé « Tshaumubungu ».

Projet de décret renouvelant et prorogeant les droits miniers de la Société minière de Myangwe dérivant du décret du 28 juin 1935 approuvant la convention conclue entre la Colonie et M. Max Lohest.

Projet de décret approuvant une convention intervenue le 6 mars 1946 entre le Comité national du Kivu et la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux grands lacs africains et relative à la concession d'un terrain de 613 hectares, situé à M. Boko.

Projet de décret renouvelant et prorogeant les droits exclusifs de recherches minières de la Compagnie du Kivu dérivant du décret du 28 juin 1935, qui approuve la convention conclue entre la colonie et M. Max Lohest.

Ann. — Transmis par M. le ministre des Colonies, p. 562.

ORGANISATION JUDICIAIRE

Projet de loi déterminant la date à laquelle cesse la prolongation de carrière accordée à certains magistrats du Congo belge par l'arrêté-loi du 11 mai 1944.

Doc. — N° 105 : Projet du gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Godding, m.c., p. 617 (1er octobre 1946).

Commission d'entérinement des diplômes académiques. — V. Enseignement, Enseignement supérieur, Collation des grades académiques.

Commission mixte pour la réorganisation de l'armée. — V. Armée.

Commissions permanentes. — V. Chambres législatives.

Communes (responsabilité des). — V. Droit civil.

Communes.**LOI COMMUNALE**

Proposition de loi portant modification de l'article 81 de la loi communale.

Doc. — N° 112. Proposition de M. Moulin.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Moulin, p. 650 (2 octobre 1946).

Comptabilité de l'Etat. — V. Finances.

Concordat judiciaire. — V. Droit commercial, Faillite.

Conseil d'Etat. — V. Droit Public.

Constitution.**DISSOLUTION DES CHAMBRES.**

Projet de loi portant dérogation à l'article premier de la loi du 1er juillet 1893, relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1946.

Doc. — N° 11. Rapport de M. Doutrepoint.

Ann. — Dépôt et lecture du rapport de la Commission spéciale par M. Doutrepoint, p. 36.

Pas de discussion générale.

L'article unique et adopté sans observation, p. 37.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 155 membres présents, p. 30 (27 mars 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Consultation nationale. — V. Roi et famille royale.

Contrainte morale. — V. Droit civil.

Contrat de louage des travailleurs domestiques. — V. Travail.

Contrats. — V. Droit civil.

Cour de Cassation. — V. Organisation judiciaire.

Cour des comptes.**DISSENTIMENTS ENTRE LA COUR DES COMPTES ET DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS.**

Ann. — Par dépêches des 9, 23, et 30 janvier, 6 et 13 mars 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat, avec les pièces annexées aux dossiers, copie de plusieurs délibérations prises par le conseil des ministres et relatives à des dépenses faites en marge du budget

pour compte des ministères des affaires économiques, des communications et des colonies, p. 26.

Par dépêche du 6 février, la même cour transmet, avec les pièces annexées au dossier, une ampliation de la délibération du conseil des ministres relative aux dissentiments survenus entre son collègue et M. le ministre des travaux publics à propos de la liquidation d'une indemnité forfaitaire pour achèvement anticipé d'une entreprise. — Renvoi à la commission des finances, p. 26. (19 mars 1946).

Par dépêche du 19 juin 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat copie d'une délibération du conseil des ministres relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des Affaires Économiques, p. 372. — Renvoi à la commission des finances, p. 372 (25 juin 1946).

Par dépêche du 24 avril 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat copie de la délibération prise par le conseil des ministres le 11 avril 1946, sous le n° 88, et relative à des dépenses faites en marge du budget, pour compte du ministère des communications, p. 460. — Renvoi à la commission des finances.

Par dépêche en date du 19 juin 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat un exposé ainsi qu'une ampliation de la délibération du conseil des ministres relative au dissentiment survenu entre son collègue et M. le ministre des finances, quant à l'application des dispositions de l'arrêté royal n° 254, du 12 mars 1936, au calcul de la pension de survie, à laquelle peut prétendre la femme divorcée, p. 460. — Renvoi à la commission des finances.

Par dépêche du 10 juillet 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat, avec les pièces annexées aux dossiers, copie des délibérations prises par le Conseil des Ministres, sous les n° 94 et 95, relatives aux dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des affaires économiques et les ampliations des délibérations du conseil des ministres du 13 juin dernier, au sujet des dissentiments survenus entre son collègue et M. le ministre des finances quant à l'application des dispositions de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936, relatives au calcul de la pension de survie due à la femme divorcée d'un militaire décédé, p. 562 (6 août 1946). — Renvoi à la commission des finances.

Par dépêche du 25 septembre 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat un exposé, ainsi qu'une ampliation de la délibération du conseil des ministres, n° 97, du 29 août dernier qui a mis fin à un différend survenu entre son collègue et le ministre des finances au sujet de l'application du deuxième paragraphe de l'article 24 de l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936, unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé, p. 615. — Renvoi à la commission des finances (1er octobre 1946).

Par dépêche du 2 octobre 1946, la Cour des Comptes transmet au Sénat la délibération prise par le conseil des ministres le 5 septembre écoulé, sous le n° 98, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère du travail et de la prévoyance sociale, p. 681. — Renvoi à la commission des finances (8 octobre 1946).

Par dépêche du 23 octobre 1946, la cour des comptes transmet au Sénat, avec les pièces annexées au dossier, copie de quatre délibérations prises par le Conseil des ministres et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères des colonies et des affaires économiques, p. 914 (29 octobre 1946). — Renvoi à la commission des finances.

Exposé d'un dissentiment entre la cour des comptes et le département des finances à propos de la non-supputation dans le calcul de la pension accordée par arrêté n° 4 du 6 mars 1942 à M. P....

Ann. — Transmis par M. le Président de la Cour des Comptes, p. 120.

Création d'une flotte marchande. — V. Marine.

Crédits provisoires. — Budgets, Exercice 1946, Crédits provisoires.

Crimes contre la sûreté de l'Etat. — V. Droit pénal; V. aussi Epuration Civique.

Crimes de guerre. — V. Armée, Juridictions militaires.

Crimes et délits contre les personnes. — V. Droit pénal.

D

Décès. — V. Chambres législatives — Sénat.

Démissions. — V. Chambres législatives et Sénat.

Dissolution des Chambres. — V. Constitution, Dissolution des Chambres.

Domestiques. — V. Travail, Contrat de louage des travailleurs domestiques.

Domages aux personnes et aux biens. — V. Guerre, Réparations.

Douanes. — V. Impôts.

Droit Civil.

BAIL A FERME.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

Doc. — N° 75 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 581 (7 août 1946). — Renvoi à la commission de l'agriculture.

CONTRATS

Contrainte morale. — Projet de loi établissant une prescription légale au profit de certaines personnes victimes de contrainte morale.

Doc. — N° 84 : Rapport complémentaire de M. Pholien.

Ann. — Discussion générale. Discours de M. Pholien, rapp. (qui donne quelques éclaircissements sur la portée du projet de loi), p. 761. La discussion générale est close. Discussion des articles. Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion. Art. 3 : M. Fonteyne présente un amendement. Observations de MM. Pholien et Rolin, p. 766. L'art. 3 amendé est adopté, ainsi que les autres articles, p. 766.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 158 membres présents, p. 813 (16 octobre 1946). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

LOYERS

Proposition de loi sanctionnant pénalement les infractions aux dispositions légales limitant le taux des loyers.

Doc. — N° 113. Proposition de M. Fonteyne.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Fonteyne, p. 648 (2 octobre 1946).

Prise en considération, p. 706 (16 octobre 1946). — Renvoi à la commission de la justice.

Proposition de loi complétant l'arrêté loi du 12 mars 1945, portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en matière de baux à loyer.

Doc. — N° 130. Proposition de M. Fonteyne.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Fonteyne, p. 1001 (5 novembre 1946).

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 12 mars 1945, portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en matière de baux à loyer.

Doc. — N° 153 : Proposition de M. Fonteyne.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Fonteyne, p. 1017 (6 novembre 1946).

MARIAGE

Droits et devoirs respectifs des époux. — Proposition de loi modifiant le chapitre VI du Titre V du Livre I du Code Civil sur « Les droits et devoirs respectifs des époux ».

Doc. — N° 38 : Proposition de Mme G. Ciselet.

Ann. — Prise en considération, p. 460 (2 juillet 1946). — Renvoi à la commission de la justice.

PERSONNIFICATION CIVILE.

Projet de loi accordant la personnalité civile à la « Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België ».

Doc. — N° 28 : Rapport de M. Vanhonsbrouck.

Ann. — Discussion générale.

Discours de MM. Vanhonsbrouck, rapp. (qui insiste pour que le projet soit voté au plus tôt), Mertens (qui regrette le grand nombre d'académies existant en Belgique et que les travaux de ces académies ne soient pas assez connus du public), Baur et Lohest (qui relèvent les critiques de M. Mertens), Mertens (maintenant qu'il y a trop d'académies en Belgique), p. 164 à 166. La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 172 (28 mai 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Projet de loi accordant la personnalité civile à la « Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België ».

Doc. — N° 35 : Projet de loi N° 121 : Rapport de M. Baur.

Ann. — M. Vos, m. i. p., dépose le projet de loi, p. 161. — Le projet est renvoyé à la commission de l'instruction publique (22 mai 1946).

Dépôt du rapport de M. Baur, p. 808 (16 octobre 1946). Discussion générales. Discours de M. Baur, rapp. (qui développe certains points de son rapport), p. 895.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 895.
L'ensemble du projet est adopté par 159 voix contre 1,
p. 916 (29 octobre 1946).

RESPONSABILITE DES COMMUNES

Projet de loi tendant à exonérer les communes, dans certains cas, de la responsabilité prévue par le décret du 10 vendémiaire an IV.

Doc. — N° 61 : Rapport de M. Lagae.
Ann. — Dépôt du rapport de M. Lagae, p. 738.

Droit commercial.

FAILLITE.

Projet de loi sur le concordat judiciaire (amendé par la Chambre des Représentants).

Doc. — N° 41. Rapport de M. Ronse.
N° 49 : Amendements présentés par le Gouvernement.
Ann. — Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 485.
L'ensemble du projet est adopté par 136 voix et 1 abstention, p. 520 (4 juillet 1946). — S'est abstenu : M. Ancot.
— Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Droits et devoirs respectifs des époux. — V. Droit civil, Mariage.

Droit international public.

EXTRADITIONS

Projet de loi complétant l'article 6 de la loi du 1er octobre 1833 sur les extraditions, complété par la loi du 22 mars 1856.

Doc. — N° 39 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 51 : Rapport de M. De Clercq.
Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 29 mai 1946, p. 199. — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Pas de discussion générale.
L'article unique est adopté sans observation, p. 480.
L'ensemble du projet est adopté par 136 voix et 1 abstention, p. 520 (4 juillet 1946). — S'est abstenu : M. Ancot.
— Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Droit pénal.

CRIMES CONTRE LA SURETE DE L'ETAT

Proposition de loi modifiant l'article 123ter du Code Pénal.
Doc. — N° 37 : Proposition de M. Struye.
Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Struye, p. 185 (29 mai 1946).

Prise en considération, p. 460 (2 juillet 1946). Renvoi à la commission de la justice.

Projet de loi modifiant l'article 9 de l'arrêté-loi du 26 mai 1944, relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

Doc. — N° 48 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
N° 3 : Rapport de M. Verbaet.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 13 juin 1946, p. 320. — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans discussion, p. 766.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 158 membres présents, p. 813 (16 octobre 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

CRIMES ET DELITS CONTRE LES PERSONNES.

Projet de loi tendant à modifier l'article 443, alinéa 2 du Code Pénal.

Doc. — N° 131 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 894 (24 octobre 1946). — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

SURISIS

Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal.

Doc. — N° 55 : Proposition de M. Lohest.
N° 80 : Rapport de M. Rollin.

Ann. — Dépôt de cette proposition de loi par M. Lohest, p. 347 (19 juin 1946).

Prise en considération, p. 460 (2 juillet 1946). — Renvoi à la commission de la justice.

Discussion générale. Discours de M. Lohest (qui insiste sur la nécessité de cette modification à la loi), p. 759.
La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 759.
L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 158 membres présents, p. 813 (16 octobre 1946). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Droit pénal. — V. aussi Epuration civique.

Droit public.

CONSEIL D'ETAT.

Projet de loi portant création d'un Conseil d'Etat.
Doc. — N° 58 : Rapport de M. Van Remoortel.
Ann. — Dépôt du rapport par M. Van Remoortel, p. 395 (26 juin 1946).

E

Education, science et culture. — V. Affaires étrangères, Organisation des Nations Unies.

Elections. — V. Loi Electorale.

Elections législatives. — V. Chambres législatives, Sénat, Vérification des pouvoirs.

Eligibilité des candidats. — V. Loi Electorale.

Enseignement.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Proposition de loi modifiant la loi sur l'enseignement primaire.

Doc. — N° 36 : Proposition de M. Missjaen.
Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Missjaen, p. 185 (29 mai 1946).

Prise en considération, p. 460 (2 juillet 1946). — Renvoi à la commission de l'instruction publique.

Traitements. — Projet de loi fixant le traitement légal du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire.

Doc. — N° 147 : Projet du gouvernement.
Ann. — Dépôt de ce projet par M. Vos, m.i.p., p. 1017 (6 novembre 1946).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

Bourses d'études. — Projet de loi modifiant le régime des bourses d'études à accorder aux élèves qui fréquentent les cours des établissements supérieurs.

Doc. — N° 148 : Projet du gouvernement.
Ann. — Dépôt de ce projet par M. Vos, m.i.p., p. 1017 (6 novembre 1946).

Collation des grades académiques. — Projet de loi modifiant la constitution de la Commission d'entérinement des diplômés académiques.

Doc. — N° 151 : Projet du gouvernement.
Ann. — Dépôt de ce projet par M. Vos, m.i.p., p. 1017 (6 novembre 1946).

Traitements. — Projet de loi concernant le réajustement des traitements du personnel enseignant des Universités de l'Etat.

Doc. — N° 150 : Projet du gouvernement.
Ann. — Dépôt de ce projet par M. Vos, m.i.p., p. 1017 (6 novembre 1946).

Epuration civique.

CERTIFICAT DE CIVISME.

Proposition de loi tendant à la suppression du certificat de civisme.

Doc. — N° 44 : Proposition de M. Orban.
Ann. — Prise en considération, p. 460 (2 juillet 1946). — Renvoi à la commission de la justice.

RECOURS CONTRE DES DECISIONS NON-JUDICIAIRES EN MATIERE D'EPURATION CIVIQUE.

Proposition de loi organisant un recours contre certaines décisions prises sur pied des arrêtés-loi des 8 mai 1944, 21 décembre 1944 et 19 septembre 1945.

Doc. — N° 7 : Proposition de M. le baron de Dorlodot.
Ann. — Prise en considération de la proposition de loi de M. de Dorlodot, p. 120 (7 mai 1946).

Epuration civique. — V. aussi Loi Electorale.
Etablissement du revenu des propriétés immobilières. — V. Impôts.

Etrangers prisonniers politiques. — V. Guerre.

Evacués. — V. Guerre, Evacués.

Exercice de l'art de guérir. — V. Art de guérir.

Expropriation. — V. Procédure civile.

Extraditions. — V. Droit International Public.

F

Faillite. — V. Droit commercial.

Finances.**AVOIRS MONETAIRES BLOQUES OU TEMPORAIREMENT INDISPONIBLES.**

Proposition de loi relative à la libération du solde des avoirs temporairement bloqués.

Doc. — N° 16 : Proposition de M. de Dorlodot.
Ann. — Prise en considération de la proposition de loi de M. de Dorlodot, p. 120 (7 mai 1946).

Proposition de loi tendant à obliger l'Etat à déduire de toute somme qu'il réclame à un débiteur le montant de ses avoirs bloqués.

Doc. — N° 134 : Proposition de M. de Dorlodot.
Ann. — Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 928 (29 octobre 1946).

Proposition de loi autorisant la cession des titres et droits sur titres bloqués.

Doc. — N° 102 : Proposition du baron de Dorlodot.
Ann. — Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 617 (1 octobre 1946).

BANQUES ET ENTREPRISES FINANCIERES.

Contrôle. — *Proposition de loi sur le contrôle des entreprises financières.*

Doc. — N° 8 : Proposition de M. Ronse.
Ann. — Dépôt de la proposition de loi de M. Ronse, p. 39 (27 mars 1946). — Prise en considération, p. 120.

COMPTABILITE DE L'ETAT

Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat.

Doc. — N° 71 : Rapport de M. Doutrepont.
Projet de loi portant dérogation temporaire à la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Doc. — N° 77 : Rapport de M. Doutrepont.
Ann. — Dépôt du rapport par M. Doutrepont, p. 509 (3 juillet 1946).

Projet de loi autorisant, jusqu'au 31 décembre 1946, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses de l'exercice 1945 et abolissant les prescriptions ou déchéances accomplis entre les 1er janvier 1940 et le 31 décembre 1946, par application des articles 34 et 36 de la loi sur la comptabilité de l'Etat.

Doc. — N° 136 : Rapport de M. Doutrepont.
Ann. — Transmis par la Chambre, p. 934 (30 octobre 1946). — Dépôt du rapport par M. Doutrepont, p. 934.

Pour la discussion générale, voir Budgets, Exercice 1946. Crédits provisoires.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 939.
L'ensemble du projet est adopté par 81 voix contre 78 et 1 abstention, p. 940 (30 octobre 1946). — S'est abstenu : M. Dierckx. — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Fiscalité provinciale et communale. — V. Impôts.

G

Guerre.**EVACUES.**

Proposition de loi complétant l'arrêté du 15 décembre 1945 relatif à l'aide aux évacués.

Doc. — N° 6 : Proposition de M. Neels.
Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Neels, p. 31 (19 mars 1946). — Prise en considération, p. 120.

Proposition de loi relative à l'aide aux évacués.

Doc. — N° 93 : Proposition de M. Sobry.
Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Sobry, p. 591 (7 août 1946). — Prise en considération, p. 681 (8 octobre 1946) et renvoi à la commission de la Reconstruction.

PRISONNIERS POLITIQUES

Projet de loi organisant le statut des Prisonniers politique et de leurs ayant droits.

Doc. — N° 142 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
Ann. — Transmis par la Chambre, p. 986 (5 novembre 1946). — Renvoi à la commission de la Reconstruction.

Etrangers. — *Projet de loi organisant le Statut des Etrangers, Prisonniers, Politiques.*

Doc. — N° 143 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
Ann. — Transmis par la Chambre, p. 986 (5 novembre 1946). Renvoi à la commission de la Reconstruction.

REPARATIONS

Proposition de loi relative à la réparation des dommages aux personnes et aux biens subis par faits de guerre.

Doc. — N° 15 : Proposition de M. de Dorlodot.
Ann. — Prise en considération de la proposition de loi de M. de Dorlodot, p. 120 (7 mai 1946).

Proposition de loi sur la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

Doc. — N° 95 : Proposition de M. Ronse.
Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Ronse, p. 572 (7 août 1946).

Par motion d'ordre, M. Ronse demande que sa proposition soit examinée par la commission avant d'être prise en considération. Observations de MM. Mertens, Troclet, m.t.p., Ronse, Lohest en Doutrepont, p. 596.

Prise en considération de la proposition de M. Ronse, p. 681 (8 octobre 1946). — Renvoi à la commission de la reconstruction.

Proposition de loi déchargeant les sinistrés qui ont introduit une demande de constatation et d'évaluation des dommages de guerre, de l'obligation d'introduire une nouvelle demande et fixant au 31 décembre 1946 la date pour l'introduction de demandes nouvelles.

Doc. — N° 50 : Proposition de M. Ronse.
N° 54 : Rapport de M. Van Steenberge.
N° 63 : Rapport complémentaire de M. Van Steenberge.
Ann. — Prise en considération et renvoi à la commission des dommages de guerre, p. 320 (18 juin 1946).

Discussion générale. Discours de MM. Ronse, rap., (qui Steenberge (qui parle des formulaires en usage), Terfve, m. r. (qui demande qu'on ne vote pas la position de loi), Van Steenberge (qui considère que la demande les explications du gouvernement), Van explique le but de la position de loi), Fonteyne (qui proposition peut être votée), Ronse, rap., (qui expose le point de vue des sinistrés), p. 485.

La discussion générale est close.
L'article unique est adopté, p. 611.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 136 membres présents, p. 612 (13 août 1946). — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Fonds de réparation. — *Proposition de loi sur la création d'un Fonds de réparation des dommages de guerre.*

Doc. — N° 117 : Proposition de M. Ronse.
Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Ronse, p. 682 (8 octobre 1946).

SOLDAT INCONNU

Proposition de loi tendant à l'inhumation solennelle, aux côtés de l'« Inconnu » de 1914-1918, au pied de la

Colonne du Congrès, du corps non identifié d'un soldat et d'un « résistant » de 1940-1945.

Doc. — N° 154 : Proposition de M. Cassan Lohest.
Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Lohest, p. 856 (22 octobre 1946).

H

Hygiène et Santé.

Projet de loi sur la protection des titres d'infirmier et d'infirmière.

INFIRMIERS.

Guerre. — V. Aussi administrations publique, Invalides de guerre, etc.

Doc. — N° 64 : Rapport de Melle Baers.
Ann. — Discussion générale. Discours de Mille Baers, rap., (qui parle du mécontentement suscité par certaines mesures), et de M. Van Eyndonck (qui présente un amendement). — La discussion générale est close, p. 478.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 480.

L'ensemble du projet est adopté par 136 voix et 1 abstention, p. 520 (4 juillet 1946). — S'est abstenu : M. Ancot. — Le projet est transmis à la chambre des Représentants.

I

Impôts.**BENEFICES EXCEPTIONNELS**

Projet de loi modifiant et complétant le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 16 octobre 1945, établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, profits et bénéfices exceptionnels réalisés en période de guerre, et modifiant le § 1er de l'article premier de la loi du 18 octobre 1945 relative à l'amnistie fiscale.

Doc. — N° 22 : Transmis par la Chambre des Représentants.
N° 24 : Rapport de M. Ronse.
Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants le 8 mai 1946, par la Chambre des Représentants le 8 mai 1946, p. 132. — Renvoi à la Commission de la Justice.

Discussion générale.
Discours de MM. Ronse, rap. (qui demande quelques précisions) et De Voghel, m.f., (qui répond à M. Ronse), p. 153. — Les articles sont adoptés sans discussion.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 154 membres présents, p. 161 (22 mai 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

DOANES, ACCISES ET DROITS DE CONSOMMATION

Projet de loi relatif au tarif des douanes.

Doc. — N° 42 : Rapport de M. Mullie.

Ann. — Pas de discussion générale.
L'article unique est adopté, p. 333.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 378 (25 juin 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.
Projet de loi relatif au tarif des douanes.
Doc. — N° 43 : Rapport de M. Mullie.
Ann. — Pas de discussion générale.
L'article unique est adopté, p. 334. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 378 (25 juin 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

ETABLISSEMENT DU REVENU DES PROPRIETES IMMOBILIERES

Proposition de loi relative à l'établissement du revenu des propriétés immobilières bâties et non bâties.
Doc. — N° 103 : Proposition de M. de Dorlodot.
Ann. — Dépôt de cette proposition par M. de Dorlodot, p. 617 (1 Octobre 1946).

FISCALITE PROVINCIALE ET COMMUNALE.

Contribution Foncière des biens industriels.— Projet de loi modifiant pour 1945 certaines dispositions qui intéressent la fiscalité provinciale et communale.

Doc. — N° 20 : Rapport de M. Harmegnies.
Ann. — Discussion générale.
Discours de MM. Harmegnies, rapp. (qui regrette le retard apporté à résoudre le problème des finances communales) et Merlot, m.b., (qui répond à M. Harmegnies), p. 135. La discussion générale est close.
L'article unique est adopté, p. 135.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 138. — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent (14 mai 1946).

Projet de loi modifiant pour 1946 certaines dispositions qui intéressent la fiscalité provinciale et communale.

Doc. — N° 122 : Rapport de M. Harmegnies.
Ann. — Transmis par la Chambre des Représentants, p. 581 (7 août 1946). — Renvoi aux commissions des finances et de l'intérieur.
Par motion d'ordre, M. Harmegnies demande que ce projet soit mis à l'ordre du jour de la séance suivante, p. 594.
Par motion d'ordre, M. Harmegnies regrette que ce projet n'ait pas été discuté avant l'ajournement du Sénat, p. 612.
Dépôt du rapport par M. Harmegnies, p. 816 (16 octobre 1946).
Discussion générale. Discours de M. Harmegnies (qui parle des critiques soulevées par le projet gouvernemental), p. 882. La discussion générale est close. L'article unique p. 916 (29 octobre 1946). — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.
L'ensemble du projet est adopté par 159 voix contre 1, p. 916 (29 octobre 1946).

IMPOTS DIRECTS

Projet de loi prorogeant jusqu'au 30 septembre 1946 le délai prévu pour les opérations d'établissement des impôts directs de l'exercice 1945 et autorisant jusqu'à la même date la liquidation et l'ordonnement des dépenses du même exercice.

Doc. — N° 56 : Rapport de M. Doutrepont.
Ann. — Discussion générale. Discours de MM. Schot (qui demande un éclaircissement sur le projet), Harmegnies (qui parle de l'échéance de l'impôt) et De Voghel m.f., (qui répond à M. Schot), p. 417. — La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion, p. 418. L'ensemble du projet est adopté par 70 voix contre 51 et 4 abstentions, p. 418 (27 juin 1946). Se sont abstenus MM. Gabriel, Knops, Lilar et Van Gerven. — Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Impôt complémentaire personnel (Exemption). — *Projet 1946 à l'exemption de l'impôt complémentaire personnel de loi mettant fin à partir de l'échéance du 1er avril attachée aux intérêts de la dette coloniale, 4 p.c. 1946.*

Ann. — Transmis par la Chambre, p. 983 (21 octobre 1946)
Renvoi à la commission des finances.

Incidents. — V. Chambres législatives Sénat.

Inévisisme. — V. Epuration Civique.

Incompatibilités.

INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES ET MINISTERIELLES.

Proposition de loi complétant l'article 7 de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Doc. — N° 73 : Proposition de M. le Baron de Dorlodot.

Ann. — Prise en considération de la proposition de M. de Dorlodot, p. 681 8 octobre 1946). — Renvoi à la commission de l'intérieur.

Incompatibilités. — V. aussi Loi électorale.

Infirmiers. — V. Hygiène et Santé.

Infractions aux dispositions légales limitant le taux des loyers. — V. Droit civil, Loyers.

Institut supérieur des industries et métiers de la céramique. — V. Instruction publique.

Instruction publique

INSTITUT SUPERIEUR DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA CERAMIQUE

Proposition tendant à la création, par le Département de l'Instruction publique, d'une commission spéciale temporaire, chargée d'étudier la question de la création d'un Institut Supérieur des Industries et Métiers de la céramique.

Doc. — N° 65 : Proposition de M. Renard.

N° 125 : Rapport de M. Renard.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Renard, p. 464 (2 juillet 1946).

Dépôt du rapport par M. Renard, p. 812 (16 octobre 1946).
Pas de discussion générale. La proposition est adoptée, p. 883 (24 octobre 1946). Le vœu est transmis au ministre de l'Instruction Publique.

Intérêts belges à l'étranger. — V. Affaires étrangères.

INTERPELLATIONS

BAERT

Ann. — Adressée à M. le Ministre des Affaires Economiques
Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 152.

BALTUS

Ann. — Adressée à M. le Premier Ministre. — Demande d'interpellation, p. 164.

M. Baltus développe son interpellation « sur la situation des cantons de l'Est au point de vue politique, social, économique, judiciaire et culturel », p. 321. M. Buisseret, m.i., répond à l'interpellateur. Discours de MM. Siromal (qui demande une politique de rapprochement et d'aspirations réciproques), Orban de Xivry (qui affirme le point de vue de M. Baltus), Ohn (qui regrette la politique du P.S.C. en cette matière), Lohest (qui relève une phrase de M. Ohn et demande que le gouvernement suive attentivement la situation d'Eupen-Malmédy), et Buisseret, m.i., (qui parle du montant des Reichmarks et répond à M. Lohest), p. 325 à 333.
— L'incident est clos.

BOUILLY

Ann. — Adressée à M. le ministre du Ravitaillement. Demande d'interpellation, p. 122. — L'interpellation est jointe à celle de M. Sobry, pour le développement voir donc « Interpellation Sobry ».

CATALA—VAN BUGGENHOUT

Ann. — Adressée à M. le Premier Ministre. Demande d'interpellation, p. 468.

d'ASPREMONT LYNDEN

Ann. — Adressée à M. le ministre du ravitaillement. — V. Interpellation De Boodt.

DE BOODT

Ann. — Adressée à M. le ministre du Ravitaillement et à M. le ministre de l'Agriculture. Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 134. — M. De Boodt développe son interpellation au sujet « de l'arrêté du 10 mai 1946 interdisant la fabrication de fromage au moyen de lait entier ou partiellement écrémé », p. 140. — Observation de M. Van Peteghem, p. 141. — M. LeFebvre, m.a., répond à l'interpellation, p. 141.
Adressée à MM. les ministres du ravitaillement de l'agriculture et des affaires économiques. Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 490.

DEBOODT, d'ASPREMONT LYNDEN ET DE SMEDT R.

Ann. — Adressée à M. le Ministre du ravitaillement. Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 688.

MM. De Boodt, d'Aspremont Lynden et De Smedt R. développent leur interpellation sur l'alarme jetée dans le pays par les mesures injustifiables prises par le Ministre du Ravitaillement dans l'organisation du marché de la viande, p. 738. — Discours de MM. Sobry (qui affirme les interpellateurs), de Dorlodot (qui demande de la modération dans la répression), Leurquin (qui trouve que les impositions aux cultivateurs sont trop fortes), Orban de Xivry (qui cite un exemple de réquisition abusive) et Lalmand, m.r., (qui relève une parole Remoortel justifie son vote émis malgré son pairage avec M. De Bruyne, p. 764.

Vote. Discours de MM. Dierckx (qui explique la position prise par le groupe libéral), Struye (qui critique l'attitude du groupe libéral), Lalemand, m.r. (qui parle de deux faits nouveaux), d'Aspremont Lynden (qui déclare que la réponse du gouvernement ne le satisfait pas), et Leurquin (qui répond à une critique de M. d'Aspremont Lynden à son égard), p. 761. — M. de Dorlodot présente un amendement à l'ordre du jour du groupe

- P.S.C. — L'amendement est rejeté, p. 763. — M. Van Remoortel justifie son vote émis malgré son pairage avec M. De Bruyne, p. 764.
L'ordre du jour du groupe P.S.C. est rejeté par 83 voix contre 80, p. 764 (15 octobre 1946).
- DE BRUYNE (Edg.)**
Ann. — Adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de l'Intérieur. Demande d'interpellation, p. 333. — L'interpellation est jointe à celle de M. Sobry.
- DE DORLODOT**
Ann. — Adressée à M. le Ministre des Finances. Demande d'interpellation, p. 152.
- de la **BARRE d'ERQUELINNES (Cte)**
Ann. — Adressée à M. le Ministre de l'Agriculture. Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 42.
M. de la Barre d'Erquelines développe son interpellation. Discours de MM. Nihoul (qui appuie les conclusions de l'interpellateur), Bouilly (qui émet quelques observations), Leurquin (qui déclare partager à l'opinion des orateurs précédents), p. 100. — Observation de M. Leysen, p. 105. Discours de M. Lefebvre, m.a., (qui répond aux divers orateurs), p. 105.
- DELPORT**
Ann. — Adressée à M. le Premier Ministre. Demande d'interpellation, p. 150. L'interpellation est jointe à une interpellation similaire de M. de la Vallée Poussin. L'interpellation est remise à une date ultérieure, p. 162.
- de la **VALLÉE POUSSIN**
Ann. — Adressée à M. le Premier Ministre. Demande d'interpellation, p. 133.
L'interpellation est remise à une date ultérieure, p. 162.
Adressée à M. le Premier Ministre. Demande d'interpellation, p. 1027.
- DERBAIX et HANQUET**
Ann. — Adressée à M. le Ministre des Travaux Publics. Demande d'interpellation, p. 866.
L'interpellation sera jointe à la discussion du budget.
- DESMEDT**
Ann. — Adressée à M. le Ministre du Ravitaillement et à M. le Ministre de l'Agriculture. Demande d'interpellation, p. 42. — M. Desmedt développe son interpellation au sujet de l'incertitude créée dans les milieux agricoles par les mesures prises récemment dans le domaine de la politique des prix de certains produits agricoles, et plus spécialement de la culture des pommes de terre, p. 135. — M. Lefebvre, m.a., répond à l'interpellateur, p. 141.
- DE SMEDT R.**
Ann. — Adressée à M. le ministre du ravitaillement. — V. Interpellation De Boodt.
- GLINEUR**
Ann. — Adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de l'Instruction Publique. — Demande d'interpellation, p. 164.
Pour la discussion, voir Budgets, Exercice 1946, Santé Publique.
- HANQUET**
Ann. — Voir Interpellations, Derbaix et Hanquet.
- HARMEGNIES et PIERARD**
Ann. — Adressée à MM. les ministres de l'intérieur et des finances au sujet : 1) de la situation catastrophique des finances communales et des moyens d'y remédier d'urgence ; 2) du maintien ou du retrait de l'arrêté du 24 janvier 1946 mettant à charge des communes 25 p.c. du montant des secours civils. Demande d'interpellation, p. 26. — Demande d'urgence p. 42.
L'interpellation de M. Piérard est jointe à celle de M. Harmegnies.
M. Harmegnies développe son interpellation, p. 109. — M. Buisseret, m.i., répond à M. Harmegnies, p. 111. — M. Machtens demande une solution rapide du problème des finances communales, p. 113. — M. Yernaux exprime des réserves quant à la solution proposée par le gouvernement, p. 114. — M. Merlot, m.b., répond aux interpellateurs, p. 114. — L'interpellation est close, p. 115.
- JESPERS**
Ann. — Adressée à M. le Ministre des Travaux Publics et à M. le Ministre des Affaires Economiques. Demande d'interpellation, p. 42.
- LIBOIS**
Ann. — Adressé à M. le Premier Ministre « sur la politique du gouvernement en matière d'énergie atomique, et plus particulièrement sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour que les importantes ressources du Congo belge en uranium soient utilisées à des fins pacifiques et conformément aux intérêts de la Belgique. »
M. Libois développe son interpellation. — Discours de M. Godding, m.c. (qui répond à l'interpellateur), E. De Bruyne (qui relève quelques points de l'interpellation), Rolin (qui parle du contrôle international des armements) et Libois (qui remercie le ministre et précise certains points de son interpellation), p. 155. — L'incident est clos.
- MULLIE**
Ann. — Adressée à M. le Ministre de l'agriculture et à M. le Ministre du Ravitaillement. Demande d'interpellation, p. — M. Mullie demande que son interpellation soit jointe à la discussion du budget du ministère de l'agriculture, p. 120.
- ORBAN**
Ann. — Adressée à M. le Ministre des Communications. Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 48.
- ORBAN DE XIVRY**
Ann. — Adressée à M. le Ministre du Ravitaillement et à M. le Ministre de l'Agriculture. Demande d'interpellation, p. 42. — M. Orban de XIVry développe son interpellation « au sujet de l'incertitude créée dans les milieux agricoles par les mesures prises récemment dans le domaine de la politique des prix de certains produits agricoles et plus spécialement des difficultés dans lesquelles se trouvent acculés les cultivateurs des régions sinistrées pour pouvoir se procurer et plants de pommes de terre et semences et engrais alors que par le fait de la dernière offensive allemande tout leur a été enlevé ou détruit », p. 138. — M. Lefebvre, m.a., répond à l'interpellateur, p. 141.
M. de Dorlodot dépose un ordre du jour à la suite de cette interpellation, p. 144. M. de Dorlodot demande l'appel nominal ; la demande n'est pas appuyée.
Discours de MM. de Fraiteur, m.d.n. (qui juge l'ordre du jour inopportun), Struye et Bouilly (qui justifient leurs votes), p. 159. — Observations de M. de Dorlodot, p. 150. L'ordre du jour est rejeté par assis et levé.
- PHOLIEN**
Ann. — Adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de l'Intérieur. Demande d'interpellation, p. 333. — L'interpellation est jointe à celle de M. Sobry.
- PIERARD**
Ann. — Adressée à M. le Ministre de l'Intérieur. Demande d'interpellation, p. 74.
L'interpellation est jointe à celle de M. Harmegnies. Pour la développement voir donc à « Interpellation, Harmegnies ».
- ROLIN**
Ann. — Adressée à M. le Ministre de la Justice. Demande d'interpellation, p. 300.
M. Van Glabbeke, m.j., demande la remise de l'interpellation, les « Annales » donnant le texte de son discours n'ayant pas encore paru. M. Rolin étant d'accord, l'interpellation est remise, p. 372.
M. Rolin développe son interpellation « au sujet des déclarations déplacées, inexactes ou inopportunes que le Ministre de la Justice a cru devoir faire à la Chambre des Représentants le 12 juin dernier, touchant la portée de l'arrêté-loi du 25 mai 1945, modifiant l'article 115 du Code Pénal et touchant la mise au point fort claire qui avait faite M. le Ministre Spaak de la réunion confiée par le gouvernement le 15 mai 1940 à MM. Galopin et consorts ». Discours de MM. Van Glabbeke, m.j., (qui répond à l'interpellateur), Fonteyne (qui regrette les paroles du ministre à la Chambre), Lilar (qui déclare ne pas partager le point de vue de M. Rolin), p. 491. — M. le Président donne lecture de l'ordre du jour de la majorité, p. 505. — Discours de MM. Struye (qui déclare que l'incident cité par M. Rolin n'est pas la première atteinte à la séparation des pouvoirs commise par le gouvernement), De Bodt (qui parle de la reprise du travail sans l'occupation), p. 509. — M. le Président donne lecture d'un ordre du jour déposé par l'opposition, p. 511. — Observations de M. Rolin, p. 511.
Discours de MM. Van Glabbeke, m.j., (qui donne lecture de deux lettres), Van Acker, p.m., (qui déclare que le gouvernement se solidarise avec M. Van Glabbeke), Rolin (qui demande la lumière sur cet incident), Vermeylen (qui regrette que le ministre n'ait pas été sincère lors de sa dernière déclaration) et Rolin (qui demande une suspension de séance), p. 538. — La séance est suspendue.
Reprise de la discussion. Discours de MM. Vermeylen (qui explique la position du groupe socialiste), Rolin (qui déclare se séparer du groupe socialiste pour le vote), le Président (qui donne lecture d'une partie de la déclaration qu'il comptait faire), Struye (qui réaffirme la position du P.S.C. en la matière), Glineur (qui déclare que le groupe communiste votera la confiance), Van Acker, p.m., (qui dit refuser une enquête parlementaire), Van Remoortel (qui explique pourquoi il ne

peut admettre l'idée d'une enquête parlementaire), Mertens (qui réclame la priorité pour l'ordre du jour de confiance), Rolin (qui déclare que le vote de l'un ou l'autre ordre du jour, n'exclut pas le vote sur le sien), p. 541. — Observations de MM. Van Roosbroeck et Struye, p. 544.

L'ordre du jour de confiance de MM. Dierckx, Mertens et Glineur est rejeté par 79 voix contre 78 et 3 abstentions, p. 544 (9 juillet 1946). — Se sont abstenus : MM. Devaux, Rolin et Wijñ.

SOBRY

Ann. — Adressée à M. le Ministre de l'Agriculture. Demande d'interpellation, p. 42.

SOBRY-BOULLY

Ann. — Adressée à MM. le ministres de l'Agriculture, du ravitaillement et de la reconstruction. Demande d'interpellation et demande d'urgence, p. 48. — M. Sobry développe son interpellation et demande une intervention du gouvernement en faveur des agriculteurs sinistrés, p. 122. M. Bouilly développe son interpellation au sujet de la récolte 1944, p. 125. — M. Lalmand, m.r., répond aux interpellateurs, p. 125. — Observations de MM. Orban de Xivry, De Boodt et Van Petegem. — L'incident est clos.

SOBRY-PHOLIEN-DE BRUYNE

Ann. — Adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de l'Intérieur. Demande d'interpellation, p. 333. MM. Sobry, Pholien et De Bruyne développent leur interpellation « sur la décision du gouvernement d'exproprier l'emplacement de la Tour de l'Yser, de remplacer ce monument historique par un mémorial prétendument national et de compromettre ainsi l'union des Belges dans leur attachement à la patrie », p. 373. Discours de MM. Buisseret, m.i. (qui défend la position prise par le gouvernement), Missiaen (qui déclare que la destruction de la Tour de l'Yser n'a provoqué aucun incident dans les contrées flamandes), Goossens (qui demande l'érection d'un mouvement dédié aux Belges martyrs sans distinction de croyances) et Pholien (qui donne lecture d'un ordre du jour), p. 376. MM. Glineur, Mertens et Dierckx proposent l'ordre du jour pur et simple qui est adopté par 76 voix contre 69 et 7 abstentions, p. 393 (26 juin 1946). — Se sont abstenus MM. de la Barre d'Erquelinnes, Dhondt, Dautrepoint, Gabriel, Knops, Maquet et Schot.

VAN BUGGENHOUT

Ann. — Voir « Interpellations-Catala ».

VAN IN

Ann. — Adressée à M. le Ministre de l'Instruction Publique et à M. le Ministre des Affaires Economiques. Demande d'interpellation, p. 42.

Adressée à M. le Ministre de l'Instruction Publique. Demande d'interpellation, p. 42. M. Van In développe son interpellation au sujet de la nouvelle orthographe de la langue néerlandaise, p. 146. — M. Vos, m.i.p., répond à l'interpellation, p. 147.

VAN PETEGHEM.

Ann. — Adressée à M. le Ministre des Travaux Publics. Demande d'interpellation, p. 69. — M. Van Peteghem développe son interpellation « sur les suites catastrophiques du mauvais entretien de la Durme et de ses affluents et sur les moyens à mettre en œuvre pour remédier à cette situation », p. 144. — M. Borremans, m.t.p., répond à l'interpellation, p. 145. L'interpellation est close.

Invalides de guerre. — V. Administrations publiques.

J

Jubilé parlementaire. — V. Carton de Wiart.

Juridictions militaires. — V. Armée.

K

Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België. — V. Droit civil.

L

Libérations Conditionnelles. — V. Droit Pénal, Sursis.

Listes. — V. Chambres législatives Sénat.

Loi communale. — V. Communes. — V. aussi Loi électorale. — V. aussi Loi électorale, Incompatibilités.

LOI ELECTORALE

BULLETIN DE VOTE

Proposition de loi supprimant la case de tête pour les élections législatives et provinciales.

Doc. — N° 19 : Proposition de M. le baron R. de Dorlodot.

ELECTIONS COMMUNALES.

Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale.

Doc. — N° 96 : Proposition de M. R. De Man.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. De Man, p. 599 (13 août 1946). Prise en considération et renvois à la commission de l'intérieur, p. 681 (8 octobre 1946).

ELECTIONS PROVINCIALES

Proposition de loi modifiant et complétant l'article 176, alinéa 3 du Code électoral, et l'article 20, alinéa 5 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.

Doc. — N° 18 : Proposition de M. R. Catteau.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Catteau, (11 avril 1946). Prise en considération, p. 120.

ELIGIBILITE DES CANDIDATS

Proposition de loi instituant la vérification préalable de l'éligibilité des candidats aux élections législatives, provinciales et communales.

Doc. — N° 23 : Proposition de M. Rolin.

N° 106 : Rapport de M. Yernaux.

N° 140 : Rapport complémentaire de M. Yernaux.

N° 155 : Deuxième rapport complémentaire de M. Yernaux.

N° 152 : Texte adopté par le Sénat au premier vote.

Ann. — Dépôt de cette proposition de loi par M. Rolin, p. 137 (14 mai 1946). — Prise en considération et renvoi à la commission de la justice, p. 681 (8 octobre 1946).

Dépôt du rapport de M. Yernaux p. 730. Discussion générale. Discours de MM. Yernaux, rap., (qui défend le texte des la proposition de loi), De Man (qui demande quelques explications), Rolin (qui remercie M. De Man de l'accord marqué sur le mobile essentiel de la proposition), Orban (qui fait quelques remarques), Buisseret, m.i. (qui évoque la question de la politique générale de répression et d'épuration), Fonteyne (qui annonce que son groupe votera la proposition de loi avec l'amendement de M. Rolin), de Dorlodot (qui justifie une interruption), Ancot (qui relève une question posée à M. Rolin) et Pholien (qui souligne les abus des votes), p. 946. — La discussion générale est close.

Discussion des articles. L'art. 1 est adopté. Art. 2 : M. Rolin précise la portée de son amendement, p. 958. L'art 2 et les suivants sont adoptés.

Reprise de la discussion des articles. Discours de MM. Buisseret, m.i., Orban, Rolin et Dierckx (sur l'amendement de M. Rolin à l'art. 2), p. 992. — La proposition est renvoyée en commission, p. 996.

Reprise de la discussion des articles. Discours de MM. Dierckx (qui déclare que son groupe votera la proposition), Pholien (qui trouve que le texte n'est pas assez clair), Rolin (qui s'étonne de l'attitude de M. Pholien), Schot (qui critique la proposition), de Dorlodot (qui cite un exemple d'injustice) et Buisseret, m.i. (qui approuve les amendements présentés), p. 1036. — Les amendements sont adoptés, p. 1038.

EPURATION CIVIQUE

Proposition de loi modifiant l'article 4 de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 concernant l'épuration civique.

Doc. — N° 17 : Proposition de M. de Dorlodot.

N° 82 : Rapport de M. Lilar.

Ann. — Prise en considération de la proposition de loi de M. de Dorlodot, p. 120 (7 mai 1946).

Pas de discussion générale. L'article unique est adopté sans discussion, p. 753.

L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 158 membres présents, p. 813 (16 octobre 1946). Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

INCOMPATIBILITES

Proposition de loi modifiant l'article 67 de la loi électorale communale.

Doc. — N° 74 : Proposition de M. le Baron de Dorlodot.

Ann. — Prise en considération de la proposition de M. de Dorlodot, p. 681 (8 octobre 1946). — Renvoi à la commission de l'intérieur.

PROPAGANDE ELECTORALE

Proposition de loi relative à la protection de la propagande électorale.

Doc. — N° 9 : Proposition de M. Missiaen.

N° 62 : Rapport de M. Crommen.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Missiaen, p. 34 (27 mars 1946). — Prise en considération, p. 120.

Pas de discussion générale. Discussion des articles. Art. 1 : Discours de MM. R. Desmedt (qui proteste contre le fait que les frais des panneaux d'affichage seront à charge des communes), Crommen, rap., (qui répond à M. Desmedt), et De Man (qui fait remarquer que M. Desmedt ne s'appuie pas sur le texte amendé par la commission), p. 806. Les articles sont adoptés, p. 808. L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 157 voix contre 1, p. 813 (16 octobre 1946). Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi tendant à mettre à la disposition des citoyens les locaux nécessaires pour la propagande électorale.

Doc. — N° 146 : Proposition de M. Fonteyne.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Fonteyne, p. 1001 (5 novembre 1946).

Loyers. — V. Droit civil.

M

Magistrats. — V. Organisation judiciaire.

Marriage. — V. Droit civil.

Marine

CREATION D'UNE FLOTTE MARCHANDE

Proposition de loi autorisant l'Etat à promouvoir la création d'une Société Anonyme « Armement National Belge ».

Doc. — N° 97 : Proposition de M. Verbaet.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Verbaet, p. 596 (13 août 1946). — Prise en considération et renvoi à la commission des communications, p. 681 (8 octobre 1946).

Mémorial du Roi Albert. — V. Roi et famille royale.

Mineurs. — V. Pensions.

Motions d'ordre

BAUR

Ann. — Demande que l'on paie aux fonctionnaires, instituteurs etc... l'entièreté du traitement qui leur est dû, p. 597.

CATTEAU

Ann. — Demande la discussion du rapport de M. Matagne au sujet du budget de l'instruction publique pour l'exercice 1945, p. 121.

d'ASPREMONT LYNDEN

Ann. — Regrette qu'au cours d'une séance précédente, M. le Ministre du Ravitaillement ait refusé de répondre à ses questions et propose la création d'une commission d'enquête. Observations de M. le Président, et de MM. Struye, Mertens, Spaak, Baur et Doutrepont. L'incident est clos après lecture d'une lettre du chef de cabinet de M. le Ministre du Ravitaillement, p. 335.

M. d'Aspremont Lynden retire sa proposition.

DE DORLODOT

Ann. — Regrette la lenteur mise à examiner deux de ses propositions de loi par les commissions de la défense nationale et des dommages de guerre et demande la création d'une commission spéciale. — Réponses de MM. Cossée de Maulde et Ronse. — M. de Dorlodot maintient sa demande d'appel nominal. — Observations de M. le Président et de MM. Orban de Xivry et Doutrepont.

Discours de M. Ronse (au sujet des réunions de la commission des dommages de guerre) Orban de Xivry (qui appuie les conclusions de M. Ronse tout en regrettant qu'une réunion ait été décommandée au dernier moment) et Hanquet (qui demande que cette discussion soit reportée au lendemain), p. 224 et 225.

La demande d'appel nominal est rejetée. — La proposition de M. de Dorlodot n'est pas adoptée, p. 226.

Discours de MM. de Dorlodot (qui proteste contre l'ajournement d'une commission chargés d'examiner sa proposition de loi en faveur des sinistrés), Ronse (qui donne les motifs de l'ajournement de la commission), de Dorlodot qui déclare que M. Ronse a manqué de correction à son égard), Mertens (qui signale que le groupe socialiste s'occupe aussi des sinistrés), Vermeylen (qui se solidarise avec M. Ronse), Orban de Xivry (qui regrette que ce soit la deuxième fois que s'ajourne la commission), Merlot, m.b. (qui souligne que le problème des sinistrés est de longue haleine), Van Buggenhout (qui regrette que M. de Dorlodot fasse perdre du temps au Sénat), de Dorlodot (qui insiste pour que la réunion de la Commission se tienne le lendemain), Ronse (qui demande à M. de Dorlodot de ne pas insister et affirme qu'il demandera au Ministre de pouvoir venir en commission le lendemain), p. 402. — L'incident est clos.

Demande que la commission de l'intérieur fasse rapport au plus tôt sur la proposition de loi établissant une incompatibilité entre les mandats parlementaires et les mandats de bourgmestre, d'échevin et de conseiller communal, p. 625. — Observation de M. le Président

HARMEGNIES

Ann. — Demande que l'examen du projet relatif à la contribution foncière des biens Industriels soit porté en tête de l'ordre du jour, p. 121.

Demande que le projet de loi modifiant pour 1946 certaines dispositions qui intéressent la fiscalité provinciale et communale, soit mis à l'ordre du jour de la séance, suivante, p. 594. — Regrette que ce projet n'ait pas été discuté avant l'ajournement du Sénat, p. 612.

LEYSEN

Ann. — Proteste parce qu'il n'a pas reçu la traduction flamande d'un rapport. — Observation de M. Van Roemortel. — L'incident est clos, p. 251.

MERTENS

Ann. — A l'occasion de l'interpellation de M. Rolin demande une suspension de séance. Observations de M. le Président, de MM. Struye, De Boedt, Rolin, Van Acker, Dierckx et Mertens, p. 505. — La séance est suspendue.

ROLIN

Ann. — Au sujet des annexions de territoire allemand par la Hollande. Observations de MM. Vos, m.i.p., Struye et de Dorlodot, p. 918. — L'incident est clos.

RONSE

Ann. — Demande que sa proposition de loi sur la réparation des dommages de guerre aux biens, privés, soit examinée par la commission compétente avant d'être prise en considération. Observations de MM. Mertens, Troclet, m.i.p., Ronse, Lohest en Doutrepont, p. 597.

SOBRY

Ann. — Demande les intentions du gouvernement au sujet de l'emplacement de l'Yzermonument. M. Buisseret, m.i., répond que le gouvernement a l'intention d'y élever un mémorial dédié aux héros des 2 guerres, p. 320. — L'incident est clos.

NOTHOMB

Ann. — Au sujet des revendications territoriales de la Belgique. Réponse de M. Vos, m. i. (qui précise la politique suivie par le gouvernement), Rolin et Orban de Xivry (sur les revendications hollandaises), p. 1015. — L'incident est clos.

N

Naturalisations.

DEMANDES TRANSMISES PAR LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Doc. — N° 21: Rapport de MM. le comte de la Barre d'Erquelinnes, Van Eyndonck et Lilar.

Ann. — Par scrutin secret le Sénat vote sur la prise en considération de trois feuillets de demandes de naturalisations, p. 161.

M. le Président donne les résultats du scrutin, p. 170. Les projets de loi sont adoptés par 128 voix contre 1 et 1 abstention, p. 171 (28 mai 1946). — S'est abstenu : M. de Dorlodot. — Les projets de loi sont soumis à la sanction du Prince Régent.

Navigation aérienne. — V. Affaires étrangères.

O

Occupation Allemande de la Belgique.

AMENDES

Proposition de loi tendant au remboursement de certaines amendes infligées au cours de l'occupation allemande.

Doc. — N° 13 : Proposition de M. de Dorlodot.

Ann. — Prise en considération de la proposition de loi de M. de Dorlodot, p. 120 (7 mai 1946).

Organisations des Nations Unies. — V. Affaires étrangères.

Organisation judiciaire.

AVOUÉS

Projet de loi autorisant la femme à exercer la profession d'avoué.

Doc. — N° 138 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre, p. 893 (31 octobre 1946). Renvoi à la commission des finances, p. 983.

COUR DE CASSATION

Présentation de candidats.

Doc. — N° 27 : Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation pour la place de conseiller, vacante à la dite Cour.

Ann. — La Cour de Cassation transmet la liste des candidats présentés par la dite cour à une place de conseiller vacante, p. 152.

M. Dierckx présente la candidature de M. Van Hoy à la première place vacante, p. 184.

Il est procédé au scrutin. M. Van Hoy est proclamé premier candidat, M. Vandermeersch est proclamé deuxième candidat, p. 185.

MAGISTRATS

Proposition de loi autorisant l'accès des femmes à la magistrature.

Doc. — N° 132 : Proposition de Mme Ciselet.

Ann. — Dépôt de cette proposition par Mme Ciselet, p. 880 (23 octobre 1946).

Organisation judiciaire. — V. aussi Traitements, Rétribution des membres.

P

Pensions

MINEURS

Proposition de loi fixant les pensions de retraite, des veuves et d'invalidité des ouvriers mineurs.

Doc. — N° 66 : Proposition de M. Glineur.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. de Fraiteur, m.d.n., p. 625 (2 juillet 1946). — Prise en considération et renvoi à la commission du Travail et de la prévoyance sociale, p. 681 (8 octobre 1946).

PENSIONS DE GUERRE

Projet de loi modifiant l'article 3, a) de la loi du 21 juillet 1930, relative aux augmentations de certaines pensions et allocation visées aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Doc. — N° 104 : Projet du gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Defraiteur, m.d.n., p. 625 (1 octobre 1946).

Personnification civile. — Droit civil.

Pétitions. — V. Chambres législatives Sénat.

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

DECLARATION DU GOUVERNEMENT DE M. SPAAK

Ann. — M. Spaak, p.m., donne lecture du texte français et M. Van Acker du texte flamand de la déclaration gouvernementale dans laquelle sont abordés les problèmes économiques, politiques et sociaux auxquels le gouvernement doit faire face, pp. 26 à 31.

DECLARATION DU GOUVERNEMENT DE M. VAN ACKER

Ann. — M. Van Acker, p.m., donne lecture en français et en flamand de la déclaration gouvernementale qui affirme que le gouvernement s'abstiendra de toute initiative concernant les questions politiques, poursuivra une politique de l'épargne et l'œuvre de redressement économique, p. 43.

Discussion de la déclaration ministérielle :

Discours de MM. Harmegnies (qui regrette que le gouvernement ne compte pas de représentant du Hainaut, parle des finances communales et provinciales et du service militaire) ; Struye (qui déclare que ce gouvernement est né sous le signe du paradoxe, affirme que le P.S.C. n'a pas voulu reculer devant les responsabilités du pouvoir, expose la position du P.S.C. devant le parti communiste, parle de la question royale et du suffrage féminin) ; Rolin (qui ne voit pas la nécessité d'une longue discussion, énumère les mérites qu'il reconnaît au gouvernement de M. Van Acker, parle de la question royale, de questions électorales et de la répression de l'incivisme) ; Ronse (qui critique l'œuvre du précédent gouvernement de M. Van Acker, parle des prix, de la sécurité sociale, du résultat des élections, regrette que certains ministres ne connaissent pas le néerlandais et expose la politique sociale du P.S.C.) ; Glineur (qui déclare que le P.S.C. est un parti réactionnaire, que le gouvernement s'appuie sur les forces démocratiques du pays, parle de la situation économique et de la politique extérieure) ; P. De Smet (qui parle des problèmes économiques, de la bataille du charbon, du rationnement, des salaires et de l'exportation) ; Dierckx (qui parle des démarches préliminaires à la constitution du gouvernement, de l'attitude des libéraux, de l'armée et des finances) ; Pholien (qui parle de la bataille du charbon, de l'armée et critique la trop sévère répression de l'incivisme), p. 48 à 69.

Reprise de la discussion : Discours de MM. Missiaen (qui explique pourquoi le parti socialiste appuiera le gouvernement Van Acker, parle de la destruction de la Croix de l'Yser et de la production économique), Devèze m.a.é., (qui compare les différents partis politiques, parle de l'évolution du programme libéral, des négociations préliminaires à la constitution du gouvernement et de la politique économique à suivre), Struye (qui explique comment le P.S.C. n'a pas fait partie du gouvernement), Van Acker, p.m., (qui parle du rationnement, des prix, de la reconstruction, des salaires, des classes de milice et du charbon), Houben (qui parle des classes moyennes et de l'exportation), Mullie (qui émet quelques observations sur la politique agricole du gouvernement), Doutrepont (qui parle des pouvoirs extraordinaires et des budgets), Hanquet (qui parle de l'instruction publique, des allocations familiales et des dommages de guerre), Minnaert (sur l'augmentation des loyers), Van Buggenhout (sur la main d'œuvre charbonnière) et Delmotte (qui affirme sa confiance dans le gouvernement), p. 71 à 98. — La discussion est close, p. 98.

L'ordre du jour de confiance est adopté par 84 voix contre 82, p. 104.

DECLARATION DU GOUVERNEMENT DE M. HUYSMANS.

Ann. — M. Buisseret, m.i., donne de la déclaration gouvernementale, déclare que le gouvernement entend poursuivre les objectifs que s'étaient assignés son prédécesseur, p. 563. — M. Vos, m.i.p., donne lecture de la déclaration gouvernementale en flamand, p. 564.

Discussion de la déclaration ministérielle.

Discussion de MM. Struye (qui regrette les imprécisions et les lacunes de la déclaration ministérielle), Mertens (qui donne les raisons pour lesquelles le groupe socialiste votera la confiance au gouvernement), Dierckx (qui parle de la crise gouvernementale), Struye (qui explique la position du groupe communiste lors de la crise gouvernementale), p. 568.

M. le Président donne lecture d'un ordre du jour marquant la confiance au gouvernement, p. 579. — Discours de MM. Nothomb (qui déplore la participation communiste au gouvernement), Ronse (qui souligne la faiblesse du gouvernement), Huysmans, p.m., (qui répond aux divers orateurs), Doutrepont (qui parle des finances publiques), Van Buggenhout (sur la politique économique), de Dorlodot (qui pose diverses questions), p. 579. La discussion est close p. 591.

L'ordre du jour de confiance est adopté par 79 voix contre 77 et 3 abstentions, p. 594 (7 août 1946). — Se sont abstenus : MM. Vermeylen, de Dorlodot et Donvil.

Président du Sénat.

Ann. — M. Gillon est proclamé Président du Sénat, p. 23.

M. Gillon prononce un discours en prenant possession du fauteuil présidentiel, p. 25. — Prononce l'éloge funèbre de MM. Paul Segers et Albert François, p. 25. Rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Dampremy, p. 132.

Prononce l'éloge funèbre de M. Cartier de Marchienne, ambassadeur de Belgique à Londres, p. 133.

Motion d'ordre de M. de Dorlodot regrettant la lenteur mise à examiner deux de ses propositions de loi par les commissions de la défense nationale et des dommages de guerre et demandant la création d'une commission spéciale. Observations, p. 225.

Motions d'ordre de M. d'Aspremont Lynden. Observations, p. 336. — Donne lecture d'une lettre du chef de cabinet de M. le Ministre du Ravitaillement, p. 337.

Annonce au Sénat le décès de M. Blavier, sénateur de l'arrondissement Hasselt-Tongres-Maseuk et prononce l'éloge funèbre, p. 615.

Rend hommage aux victimes de la catastrophe de Gander, p. 615.

Présomption légale. — Droit civil.

Prériorités pour l'accèsion aux emplois publics. — V. Administrations publiques, Invalides de guerre, etc.

Prisonniers politiques. — V. Guerre.

Procédure civile

EXPROPRIATION.

Délais de paiement. — *Projet de loi concernant les délais de paiement et modifiant la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.*

Doc. — N° 115 : Projet du gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Lilar, m.j., p. 694 (8 octobre 1946).

SAISIES

Projet de loi modifiant la loi du 21 ventôse an IX, déterminant la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics et employés civils.

Doc. — N° 116 : Projet du gouvernement.

Ann. — Dépôt de ce projet par M. Lilar, m.j., p. 694 (8 octobre 1946).

Propagande électorale. — V. Loi électorale.

Propriété immobilière. — V. Impôts.

R

Ravitaillement.

Approvisionnement du pays. Réglementation. — *Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.*

Doc. — N° 45 : Proposition de M. Orban.

Ann. — Prise en considération, p. 460 (2 juillet 1946). — Renvoi à la commission de la justice.

Réclamations concernant les élections législatives. — V. Chambres législatives, Sénat, Vérification des pouvoirs.

Recours contre des décisions non judiciaires. — V. Epuration civique.

Referendum. — V. Roi et famille royale, Consultation nationale.

Réfugiés. — Guerre, Evacués.

Régie. — Comptes de prévision. — V. Télégraphes et Téléphones.

Réorganisation de l'armée. — V. Armée.

Réparations. — V. Guerre.

Répression de l'incivisme. — V. Epuration civique.

Responsabilité des communes. — V. Droit civil.

Rétribution des membres de l'ordre judiciaire. — V. Traitements.

Roi et Famille Royale.**CONSULTATION NATIONALE.**

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale.
 Doc. — N° 76 : Proposition de M. Struye.

MEMORIAL DU ROI ALBERT

Projet de loi prorogeant la durée de l'existence de la mission du Fonds Bibliothèque Albert Ier et modifiant certaines dispositions de la loi du 7 mars 1935.

Doc. — N° 69 : Projet de loi.
 N° 123 : Rapport de M. Renard.
 Ann. — Dépôt de ce projet par M. Vos, m.i.p. 518 (4 juillet 1946).

Dépôt du rapport par M. Renard, p. 808 (16 octobre 1946).
 Pas de discussion générale. Les articles sont adoptés sans discussion, p. 883.

L'ensemble du projet est adopté par 159 voix contre 1, p. 916 29 octobre 1946. — Le projet est transmis à la Chambre des Représentants.

S

Saisies. — V. Procédure civil.

Sinistrés. — V. Guerre, Réparations

Smuts, Field, Marshal, Premier Ministre de l'Union Sud Africaine.

Ann. — M. le président annonce que le parlement recevra M. Smuts, p. 731.

Pour le compte-rendu de la réception, voir les Annales du 12 octobre 1946 (Séance des Chambres Réunies).

Soldat Inconnu. — V. Guerre.

Statuts des Prisonniers politiques. — Guerre.

Sursis. — V. Droit Pénal.

T

Taux des loyers. — V. Droit civil.

Télégraphes et Téléphones

Régie (Comptes de prévision). — *Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1946.*

Doc. — N° 126 : Rapport de M. De Block.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Block, p. 812 (16 octobre 1946).

Discussion générale. Discours de MM. Delpont (qui critique la méthode suivie par le gouvernement), De Block, rap. (qui développe certains points de son rapport), Rongvaux, m.c. (qui répond aux orateurs), et Lohest (qui rend hommage au personnel des T.T.), p. 1023. La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans discussion.

L'ensemble du projet est adopté par 83 voix contre 79, p. 1036 (7 novembre 1946). Le projet est transmis à la Chambre.

Traitements**RETRIBUTION DES MEMBRES DE L'ORDRE JUDICIAIRE**

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1928 relative à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire.

Doc. — N° 129 : Proposition de M. Ronse.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Ronse, p. 838 (17 octobre 1946).

Traitements. — V. aussi Enseignement.

Travail**ALLOCATIONS FAMILIALES**

Proposition de loi tendant à la modification des articles 40 et 42 de la loi du 4 août 1930, portant généralisation des allocations familiales au profit des travailleurs salariés ainsi qu'à l'octroi d'allocations familiales exceptionnelles pour le dernier trimestre de 1946.

Doc. — N° 137 : Proposition de Mlle Baers.

Ann. — Dépôt de cette proposition par Mlle Baers, p. 967 (31 octobre 1946).

Proposition de loi tendant à la modification des articles 40 et 42 de la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales au profit des travailleurs salariés, coordonné par l'arrêté royal en date du 28 décembre 1939, modifiée et complétée par les arrêtés du Régent en date des 29 décembre 1944, 22 novembre 1945, 23 novembre 1945, 21 août 1946 et 22 août 1946.

Doc. — N° 139 : Proposition de M. Jauniaux.

Ann. — Dépôt de cette proposition par M. Jauniaux, p. 968 (31 octobre 1946).

CONTRAT DE LOUAGE DES DOMESTIQUES

Proposition de loi réglant le contrat de louage de service des travailleurs domestiques.

Doc. — N° 98 : Proposition de Mlle Baers.

Ann. — Dépôt de cette proposition par Mlle Baers, p. 599 (13 août 1946). — Prise en considération et renvoi à la commission du travail et de la prévoyance sociale, p. 681 (8 octobre 1946), Observations de MM. Mertens, Ronse et de Mlle Baers, p. 68.

U

Unification des réseaux de chemins de fer grand-ducaux. — V. Affaires étrangères.

V

Vérification des pouvoirs. — V. Chambres législatives Sénat.

Vieillesse et décès prématuré. — V. Assurance sociales.

Virements. — V. Colonies, Budgets coloniaux.